

3	MOST: une expérience internationale novatrice en sciences sociales	
4	Nouvelles des projets MOST et des Réseaux de recherche comparative	
MOST (RRC)	14	Pauvreté et exclusion sociale
15	Réunions de MOST	24 Publications 26 Nouvelles initiatives

Les Sciences Sociales et Humaines dans la lutte contre la pauvreté

La mondialisation est aujourd'hui un phénomène prégnant. Elle est marquée par l'extension à grande échelle et l'intensification des rapports marchands, et par le progrès rapide de la science et des technologies. Ces processus complexes ont un impact à la fois positif et négatif sur nos sociétés: les échanges des produits, des investissements, des ressources humaines, de l'information, voire des connaissances sont accélérés. Cependant, les nouvelles richesses ainsi créées ne sont pas réparties équitablement, ce qui aggrave les inégalités et la pauvreté. La mondialisation joue également un rôle important dans l'homogénéisation des cultures, au détriment de la diversité culturelle qui est un facteur de dynamisme au sein des sociétés. De telle sorte que l'impact réel de la mondialisation dans le vécu des citoyens est de plus en plus contesté aujourd'hui sur la scène internationale.

La pauvreté n'est pas seulement économique, elle est aussi sociale, politique et culturelle. Elle se caractérise par la privation des droits humains: les droits économiques (le droit au travail et celui de disposer d'un niveau de vie suffisant), sociaux (le droit d'avoir accès aux services médicaux et à l'éducation), politique (le droit à la liberté de pensée, d'expression et d'association) et culturel (le droit de maintenir sa propre appartenance identitaire et de participer à la vie culturelle de la communauté). La pauvreté est la conséquence de la violation de ces droits qui doivent être respectés pour assurer la dignité de chacun. C'est pourquoi les problématiques liées à la pauvreté doivent être traitées à travers une approche fondée sur la mise en application effective des droits humains et des obligations concomitantes des États et de la Communauté internationale.

La réduction de la pauvreté est enfin devenue une priorité internationale. L'UNESCO s'engage dans la lutte contre la pauvreté en partenariat avec ses

États Membres, les acteurs de la société civile et les autres agences des Nations Unies. En tant que forum intellectuel et normatif, l'organisation a pour tâche de contribuer, à travers la recherche/action, à définir les processus de paupérisation dans les différents contextes sociaux, à identifier les obstacles à l'élimination de la pauvreté et à recommander les politiques éducatives, scientifiques et socio-économiques appropriées. En tant que Sous-Directeur général pour les sciences sociales et humaines, responsable de la coordination et du leadership du programme de la lutte contre la pauvreté, j'ai entrepris d'engager le Secrétariat de l'Organisation dans un exercice visant à renforcer la coopération



intersectorielle, mais aussi inter-institutions au sein du système des Nations Unies.

Le rôle du Secteur des sciences sociales et humaines (SHS), avec ses compétences en recherche en sciences sociales, philosophie et éthiques, et droits de l'homme, est d'élaborer et de recommander des stratégies et des politiques pour engager dans chaque pays les multiples acteurs, tels que les gouvernements, la société civile (les ONG, le secteur privé) et les milieux académiques, dans la résolution des problèmes qui menacent les droits humains.

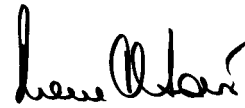
MOST doit encourager le travail de recherche/action, pour mieux comprendre et analyser les problématiques et les systèmes socio-économiques. Les missions du MOST, en tant que programme scientifique international, sont de donner le soutien nécessaire à la communauté académique dans son travail de production des connaissances sur les transformations sociales, d'assister à la dissémination des résultats auprès des décideurs et des utilisateurs sociaux, et de coordonner les réseaux de recherche pour promouvoir les échanges entre les différents acteurs du développement. A partir de ce travail, MOST vise à formuler des recommandations afin d'engager les décideurs politiques et les acteurs sociaux dans la lutte contre le défi des inégalités et de la pauvreté.

Note biographique:

M. Pierre Sané a pris, le 7 mai 2001, ses fonctions de Sous-Directeur général pour les Sciences Sociales et Humaines à l'UNESCO.

Auparavant, M. Sané a été Secrétaire Général d'Amnesty International d'octobre 1992 à avril 2001. Avant de rejoindre Amnesty International,

M. Sané a travaillé pendant quinze ans dans le domaine du développement international, en tant que Directeur régional pour l'Afrique centrale et l'Afrique occidentale du Centre de recherches pour le développement international, une organisation canadienne d'aide au développement, et ensuite en tant que Directeur régional pour l'Afrique orientale et l'Afrique australe.



Pierre SANÉ

Les Bureaux Régionaux de l'UNESCO, les Comités de liaison nationaux de MOST et les Commissions nationales pour l'UNESCO sont invités à fournir à la rédaction des informations sur les activités de leur pays dans le cadre de MOST, afin qu'elles soient publiées dans les prochaines éditions de la Lettre. Date limite: le 31 janvier 2002. Les ministères, ONG, centres de recherche, universités, autres agences des Nations Unies travaillant dans le cadre de ou en collaboration avec la recherche en sciences sociales peuvent adresser des informations à la rédaction pour diffusion dans cette publication. Cette publication est adressée aux universités, centres de recherche, agences pour le développement et agences des Nations Unies dans le monde entier. Elle paraît en anglais, espagnol et français.

Edition 'Cédérom' du Clearing House de MOST

Vous trouverez ci-joint la première édition sur cédérom du Centre d'échange d'information MOST de l'UNESCO. Elle contient le site web du Programme MOST dans son intégralité et présente toutes les publications disponibles en ligne, y compris 50 documents de travail et documents de la Série Politiques Sociales, les bases de données concernant les droits constitutionnels linguistiques et religieux, l'ensemble des meilleures pratiques en matière de développement et des savoirs autochtones, les numéros précédents du Bulletin et l'ensemble des articles de la revue électronique MOST sur les sociétés multiculturelles.

Démarrage

Pour lancer le Cédérom, il suffit de l'insérer dans le lecteur de Cédérom de votre ordinateur (PC et Macintosh). Le démarrage est automatique.

Dysfonctionnement

Si le 'démarrage automatique' ne fonctionne pas, consultez le répertoire du Cédérom et ouvrez le fichier «readme.txt» pour obtenir des indications supplémentaires ou lancez directement le Cédérom en cliquant sur le fichier «start.htm».

Commander un cédérom

Vous pouvez aussi commander gratuitement le Cédérom en vous adressant directement à: ssmost@unesco.org ou au Programme MOST, 1, rue Miollis, 75732 Paris Cedex 15, France. [PDG/HP]

Veuillez remarquer que le contenu du Cédérom n'est pas traduit dans les six langues officielles de l'UNESCO.





UNE EXPÉRIENCE INTERNATIONALE NOVATRICE EN SCIENCES SOCIALES

LANCEMENT À LA
CONFÉRENCE GÉNÉRALE !

Deux publications UNESCO/
Earthscan seront présentées
pendant la 31^{ème} session
de la Conférence générale
de l'UNESCO

(15 octobre – 3 novembre 2001).

Le premier titre, « **Growing up in an Urbanizing World** » (Grandir dans un monde urbanisé), contient huit études de cas de groupes de jeunes adolescents qui présentent un bilan de la condition des jeunes en milieu urbain en Afrique du Sud, en Argentine, en Angleterre, en Australie, aux Etats-Unis, en Inde, en Norvège et en Pologne, ainsi que plusieurs exemples de mesures prises pour améliorer les conditions de l'environnement.

Le second ouvrage intitulé « **Creating Better Cities with Children and Youth** » (Créer avec les enfants et les jeunes des villes où l'on vive mieux) est un manuel de méthodes pour faire travailler les jeunes ensemble et avec des adultes pour évaluer leur quartier, définir les priorités en matière d'amélioration et susciter des réformes. Ces livres ont été écrits dans l'esprit de la Convention sur les droits de l'enfant, d'Action 21 issu du Sommet de la Terre organisé par les Nations Unies et du Plan d'action d'Habitat issu du Sommet de la Ville Habitat II. Les délégués à la Conférence générale sont invités à vérifier sur leur programme la date de la réception où sera présent l'auteur du manuel.

Pour plus d'informations, consultez le site Web du projet « Grandir dans les villes » :

www.unesco.org/most/growing.htm.

Cliquez sur les titres des ouvrages à la rubrique « Publications ».

[NA & Louise Chawla, Coordonnatrice internationale, « Grandir dans les villes »]

*L*ancé en 1994, le Programme de l'UNESCO sur la Gestion des transformations sociales (MOST) a été conçu comme une expérience en sciences sociales, novatrice à plusieurs égards: (i) c'est le premier programme intergouvernemental de recherche en sciences sociales créé au sein d'une Agence spécialisée des Nations Unies; (ii) il a pour but de développer la recherche interdisciplinaire et comparative, définie et mise en œuvre de manière véritablement internationale et multilatérale, dans des domaines importants comme la gestion des sociétés multiculturelles, les migrations internationales, les villes et l'urbanisation, les relations entre le local et le mondial, la pauvreté, la gouvernance et le développement durable; (iii) son objectif à long terme est de resserrer les liens entre la recherche et l'élaboration des politiques sociales, mais aussi les différents secteurs de la société comme les ONG, les médias et le secteur privé.

La modalité privilégiée du programme est la création de vastes réseaux régionaux et internationaux composés de chercheurs et de divers utilisateurs des sciences sociales, en particulier les autorités municipales et les ONG. Quelque 18 réseaux ont été mis en place depuis 1995. De plus, MOST participe à des projets de développement, davantage orientés vers l'action, en offrant une expertise dans son domaine et en promouvant le renforcement des capacités.

La première phase de MOST, de 1994 à 2001, arrive à son terme. Une évaluation externe à mi-parcours a été faite en 1998 et une évaluation plus complète, couvrant l'ensemble de cette période, se déroulera entre l'automne 2001 et le printemps 2002. La seconde phase s'étendra de 2002 à 2009.

MOST apporte une contribution utile – bien que modeste, étant donné les limites de ses moyens face à la multiplicité des demandes et des enjeux – au développement de la recherche internationale et des politiques sur les transformations sociales. En effet, il y a désormais une prise de conscience accrue de la nécessité pour la recherche en sciences sociales de devenir plus internationale, dans la mesure où les thèmes de réflexion de nos disciplines revêtent un caractère de plus en plus mondial et qu'un certain nombre de décisions fondamentales qui influencent la vie quotidienne des citoyens se prennent à l'échelle planétaire. Nous sommes convaincus que MOST, dans sa seconde phase, demeurera un instrument effectif afin de contribuer à la production des connaissances pertinentes pour les politiques en matière de transformations sociales.

Ali KAZANCIGIL

Secrétaire exécutif, Programme MOST

Nouvelles des Projets et des Réseaux de recherche comparative MOST (RRC)

● Sociétés multiculturelles et multi-ethniques

Réseau de recherche sur les migrations dans la région Asie-Pacifique (APMRN)

Le Secrétariat de l'APMRN a le plaisir d'annoncer le financement pour chacun des projets suivants par la Fondation Ford d'un montant de 6.000 \$US:

- Les transfuges nord-coréens: leur vie et leur bien-être suite à leur défection: projet coordonné par le Réseau coréen de recherche sur les migrations.
- Etude de politique sociale sur les personnes déplacées à l'ère de l'autonomie régionale: Étude de cas sur les personnes de Pontianak, Kalimantan-occidental: projet coordonné par Agus

Dwiyanto, Centre d'études en matière de population, Université Gadjah Mada, Yogyakarta, Malaisie.

- Violence politique et migration: migration des Acehnese récente en Malaisie: projet coordonné par Mme Diana Wong, Université nationale de Malaisie.

De plus, la Fondation a attribué 2.500 \$US à Robyn M. Rodriguez (Berkeley/Ateneo de Manila) pour sa recherche sur les travailleurs philippins à Brunei, et 1.500\$US à Mme Cynthia Hunter (Macquarie University, Sydney) pour l'aider dans ses travaux de recherche sur les risques sanitaires encourus par les personnes déplacées à l'intérieur de Kalimantan.

Pour avoir une vue d'ensemble complète des activités de MOST sous cette rubrique visitez le site: <http://www.unesco.org/most/most1.htm>

« Unis dans une société multicolore et pluriculturelle »
© E. Bontemps





La vallée de Dadès
(Maroc)
© J. Morohashi

Les rapports de ces projets de recherche seront rédigés et édités à Wollongong. L'APMRN et le Secrétariat ont engagé une partie du budget non alloué de la Fondation Ford pour couvrir ces dépenses annexes. Félicitations à tous les candidats récompensés et merci à tous ceux qui ont soumis des projets de recherche. Pour plus d'informations, veuillez consulter <http://www.unesco.org/most/apmrn.htm>

L'APMRN s'étend en Asie du Sud. Nous sommes heureux d'accueillir les pays et institutions suivants:

Inde

Binod Khadria
Professeur d'Economie et Président du Zakir Husain Centre for Educational Studies, School of Social Sciences Jawaharlal Nehru University, New Delhi 110067 Inde

Sri Lanka

Dr. Malathi de Alwis
International Centre for Ethnic Studies, 8 Kynsey Terrace, Colombo 8 Sri Lanka

Bangladesh

Dr. Tasneem Siddiqui
Associate Professor in Political Science and Director, Research Refugee and Migratory Movements Research Unit, University of Dhaka, Dhaka, 1000, Bangladesh

Document de discussion sur la gestion de la diversité culturelle, ethnique et religieuse

Le projet sur 'la gestion de la diversité culturelle, ethnique et religieuse' s'est achevé en 2001 avec la publication du document de discussion n° 50 'Gestion des diversités culturelles, ethniques et religieuses aux niveaux local, national et international en Europe centrale: le cas de la Slovaquie' par Dov Ronen. [PDG]

Suivi des relations ethniques: Fédération de Russie, Asie centrale, Europe orientale

Quatre nouvelles études de cas ont été menées sur le modèle du projet général de suivi des relations ethniques: République de Tchouvachie, République d'Oudmourtie, Stravropol Kraï et Tomsk Oblast. Les

monographies de ces républiques et de ces régions sont uniquement disponibles en russe. Une étude comparative avec des recommandations sur les politiques sociales basées sur la collecte de données et l'analyse des relations ethniques dans 18 pays/républiques/régions de l'ex-Union soviétique sera publiée à la fin de 2001. [PDG]

Savoirs autochtones et modes de subsistance durables au Bangladesh

Dans le cadre du Programme MOST, le Centre de ressources bangladais pour les savoirs autochtones (BARCIK)/Integrated Action Research & Development (IARD) exécute un projet de création d'un manuel et d'une équipe centrale de formateurs sur l'utilisation des savoirs autochtones dans l'amélioration des modes de subsistance. Des ateliers régionaux de formation prévus de juin 2001 à mars 2002 dans 8 régions du Bangladesh (Dhaka, Rajshahi, Thakurgaon, Khulna, Barishal, Chittagong, Chittagong Hill Tracts et Sylhet), accueillent des spécialistes de différentes disciplines, des ONG, des OCL, des agences gouvernementales et des organisations locales. Le projet vise à sensibiliser les travailleurs et les chercheurs dans le domaine du développement à l'usage pratique des savoirs autochtones, pour mieux comprendre leurs aspects socioculturels tout en encourageant leur intégration dans les entreprises de développement et la gestion des ressources naturelles. [JM]

●● La question urbaine

Pour avoir une vue d'ensemble complète des activités de MOST sous cette rubrique visitez le site : <http://www.unesco.org/most/most2.htm>

Réseaux de recherche urbaine

Les mots de la ville

Le réseau MOST-CNRS (Centre National de Recherche Scientifique de France) sous la coordination de Jean-Charles DEPAULE et Christian TOPALOV a organisé des séminaires régionaux en 1999 et 2000 dont notamment :

- Langue italienne : Le séminaire de Gênes, organisé en 2000, a donné lieu au Document de discussion MOST «Le parole della città» établi par Brigitte MARIN (à paraître).
- Monde Arabe : Le séminaire de Tunis, organisé en 2000, a donné lieu au Document de discussion MOST «Monde arabe» établi par Jean-Charles DEPAULE et Isabelle GRANGAUD (à paraître).

- Aire linguistique tchèque : Le séminaire de Prague, organisé en 1999, a donné lieu au Document de discussion MOST «Mesto-korzo» établi par Laurent BAZAC-BILLAUD (à paraître), consacré à la comparaison des mots de la ville en langues slaves. [GS]

L'UNESCO et la Maison des sciences de l'homme (MSH) ont lancé conjointement en 2001, une nouvelle collection intitulée « **Les mots de la ville** ».

Ses objectifs principaux sont :

- appréhender la ville à travers ses mots et à partir de sources écrites, iconographiques et enquêtes orales.
- valoriser et diffuser les résultats des travaux de ce réseau de recherche comparative internationale

Les premiers titres sont :

1. **Nommer les nouveaux territoires urbains**. Hélène Rivière d'Arc (ed). 279p (paru)
2. **La division de la ville**. Christian Topalov (ed). (à paraître bientôt)
3. **Les catégories de l'urbain**. Brigitte Marin (ed) (à paraître fin 2001) [GS]

Memorial de America Latina, Sao Paolo (Brésil)
© G. Solinis



Ville, environnement et rapports sociaux hommes-femmes

Ce réseau de recherche comparative internationale subventionné par la Coopération Suisse et par le Comité National Suisse de Liaison MOST, s'est réuni chaque année en septembre depuis 1997.

Le 3^e séminaire a eu lieu à Guarujá (Brésil) en 1999 pour travailler sur le rapport final de la première phase du projet.

Une rencontre extraordinaire a été organisée à l'initiative de MOST à La Havane (Cuba) l'année dernière. Les résultats de cette rencontre ont été essentiellement : la définition du programme de diffusion des



Réalisation de puisards
dans un quartier
de Yeumbeul (Sénégal)
© G. Domenach-Chich

acquis scientifiques du réseau ; la stratégie d'influence des processus de prise de décision en matière urbaine et environnementale.

- Le réseau est ainsi arrivé au terme de sa première phase et un rapport final intitulé « Pouvoirs des femmes, relations de genre et environnements urbains précaires » a été établi. (voir la section de Publications).

Un programme a été précisé afin de prolonger le processus de recherche-action dans la restitution des résultats auprès des populations concernées, des décideurs et des praticiens du développement urbain.

- La Direction de la Coopération suisse a accepté de continuer à appuyer le réseau pour la suite de ses travaux 2001-2004.

Un séminaire du réseau a été organisé du 22 au 29 septembre 2001 à Ouagadougou (Burkina Faso) afin d'étudier les nouvelles modalités de travail.

- A partir de cette expérience d'application du « gender mainstreaming », MOST est en pourparlers pour la mise en œuvre de projets intersectoriels à l'intérieur de l'UNESCO en vue de développer ses capacités d'expertise auprès de groupes demandeurs et de l'établissement d'une méthode d'indicateurs pour mesurer et suivre les processus d'autonomisation, genres et de gouvernance urbaine. [GS]

Développement urbain

Projet « Villes »

Le projet de Recherche-Action « Villes, gestion des transformations sociales et de l'environnement » a poursuivi sa mise en œuvre notamment à Yeumbeul-Malika à Dakar (Sénégal), Jalousie à Port au Prince (Haïti) et Phnom-Penh (Cambodge).

Il a été évalué par un évaluateur externe dans chacun de ses sites (voir <http://www.unesco.org/most/mostmab2.htm>).

Il a enfin débouché sur un MOST policy-paper (n°8) intitulé « Politiques de lutte contre la pauvreté urbaine, un cadre général pour l'action ». Cette publication souligne notamment l'importance de dispositifs institutionnels associant les organisations de quartier, les ONG de développement et les institutions politiques nationales et locales afin d'assurer une durabilité aux initiatives des habitants et un renforcement de leurs capacités de négociation. [GDC]

Développement urbain en zones côtières

• Les Maisons-Laboratoires :

Dans le cadre du réseau « Petites villes historiques côtières » développé avec les Secteurs des Sciences et de la Culture de l'UNESCO, le réseau principal des villes de la Méditerranée va expérimenter la répliquabilité et la durabilité d'une activité initiée dans la médina de Mahdia en Tunisie avec la coopération et la contribution scientifique des écoles d'architecture de Nantes, Bordeaux et Rabat et du département d'Urbanisme de l'Université libanaise de Beyrouth. Ces projets, tout en permettant la réutilisation d'une maison appartenant ou cédée à la municipalité et située dans les quartiers les plus défavorisés des centres anciens, démontrent aux habitants qu'il est possible d'améliorer leur habitat et leur environnement urbain tout en perpétuant et en optimisant les techniques traditionnelles de construction. La transmission des savoirs aux jeunes favorise leur réinsertion économique et sociale et la valorisation des artisans les plus expérimentés. Les jeunes étudiants en architecture participent à ce travail tout en menant des enquêtes socioculturelles qui seront réutilisées pour favoriser la redynamisation de ces anciens quartiers. Un film vidéo est en préparation sur le cas pilote de Mahdia et servira d'outil pédagogique pour les autres villes du réseau à la disposition desquelles seront mis les responsables locaux de ce projet initié à Mahdia. La session de travail de l'été 2001 a associé des étudiants français, tunisiens et marocains dans un souci de développement futur de la coopération sud-sud. [BC]

• Le plan d'action pour SAIDA :

à la suite du séminaire « Développement urbain équilibré entre terre, mer et société » (28-31 mai 2001), les Secteurs de Sciences naturelles, Sciences sociales et Culture de l'UNESCO ont décidé de poursuivre le travail d'analyse de la situation actuelle de développement urbain et des perspectives d'assistance concrètes à la municipalité de Saida dans le cadre d'une approche intégrée (environnement, patrimoine et société). Ce plan sera proposé à la fin de l'année 2001 aux autorités libanaises. La ville de La Rochelle s'est déjà portée candidate pour participer à ce plan d'action en faveur de Saida. Les trois Secteurs ont déjà identifié des activités à mettre en œuvre notamment en ce qui concerne les études

d'impact des grands projets architecturaux et d'infrastructure prévus. De nouvelles villes sont intéressées par la méthodologie du projet et souhaitent devenir cas d'études dans le cadre du réseau de l'UNESCO développé par le bureau à Venise: Jableh (Syrie), Volos (Grèce), Kusadasi (Turquie), Poti (Géorgie), Kotor (Monténégro). [BC]

Nouvelles des Comités nationaux de liaison de MOST:

Les Comités nationaux de liaison (CNL) ou les points focaux existants ont lancé des activités qui nécessitent d'être soutenues. Des efforts particuliers ont été consentis pour transférer les résultats issus des projets aux responsables de la formulation des politiques et aux autres utilisateurs afin de contribuer à résoudre les problèmes sociaux.

Pour faciliter la communication entre les CNL et les décideurs, le Secrétariat a mis au point une base de données à l'usage des partenaires de MOST, où figurent les noms et adresses de tous les CNL dans le monde. Cette base de données est consultable sur la page Web de MOST. La version la plus récente peut aussi être obtenue auprès du Secrétariat de MOST (c.milani@unesco.org). [CM]

Voici la liste des pays où existent des Comités nationaux de liaison ou des points focaux de MOST : Argentine, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Belarus, Bénin, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Colombie, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Egypte, Fédération de Russie, Finlande, France, Inde, Indonésie, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Lettonie, Malawi, Malte, Maroc, Mauritanie, Norvège, Ouzbékistan, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République démocratique du Congo, République islamique d'Iran, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Suède, Suisse, Tanzanie, Thaïlande, Togo, Trinidad et Tobago, Tunisie, Viet Nam. [CM]

●●● Mondialisation et gouvernance

Pour avoir une vue d'ensemble complète des activités de MOST sous cette rubrique visitez le site : <http://www.unesco.org/most/most3.htm>

Réseaux sur la mondialisation et la gouvernance

Projets conclus: Modernisation institutionnelle des politiques sociales en Amérique latine; La durabilité en tant que concept de sciences sociales; Le réseau ALFA sur les politiques de développement local; Mercosur: Lieux d'interactions, lieux d'intégration; Transformations économiques et sociales liées au trafic international des drogues; Mondialisation, ajustement structurel et transformations des sociétés rurales dans les pays arabes méditerranéens; Projet sur les processus face à la mondialisation dans la région polaire; Projet sur les stratégies individuelles et institutionnelles pour la gestion des risques de transformation en Europe centrale et orientale. Veuillez vous référer à <http://www.unesco.org/most/most3.htm>. [CM]

Les transformations économiques et sociales liées au trafic international des drogues

Ce réseau de MOST a réalisé une série de trois publications principales en 2000-2001 :

- le numéro hors série du périodique français Monde en développement (2000) sur les perspectives comparatives des stratégies locales du trafic de drogues au Brésil, en Inde et au Mexique;
- le numéro hors série du Journal international des sciences sociales (octobre 2001) qui analyse l'impact local de la globalisation économique sur la progression du trafic de drogues;
- le rapport final (octobre 2001) contenant quelque mille pages de données socioéconomiques résultant du contexte local sur le trafic de drogues sera disponible sur le Clearing House du Programme MOST; un cédérom, des cartes et des rapports d'études locales peuvent être envoyés sur demande aux universités, aux ONG et aux centres de recherche.

Deux chaires UNESCO sur les transformations sociales liées aux drogues sont en cours de création au Mexique (Luis Astorga, Universidad Nacional Autonoma de

Communauté de Pajala, Suède
© A. Lund & Communauté de Pajala





Culture de pavot
en Inde

© Central Bureau of Narcotics,
Ministry of Finance,
Government of India.

Mexico-UNAM) et au Brésil (Lia Machado de Universidade Federal do Rio de Janeiro-UFRJ, Alba Zaluar, Universidade Estadual do Rio de Janeiro-UERJ et Roberto Araújo du Museu Goeldi). Des informations détaillées sont consultables sur le site www.unesco.org/most/drugs.htm. [CM]

Mondialisation, ajustement structurel et transformations des sociétés rurales dans les pays arabes méditerranéens

Après quatre ans de travaux de recherche intensifs sur le terrain, MOST et l'IRMC (Institut de Recherches sur le Maghreb Contemporain) publient en 2001 les résultats des analyses sur l'évolution du développement rural dans la région méditerranéenne. Les principaux éléments de cette publication coordonnée par Mohammed Elloumi (IRMC) sont, entre autres, les méthodologies pour comprendre les changements dans les systèmes agricoles familiaux, l'impact de la zone de coopération euro-méditerranéenne dans les milieux ruraux, les nouveaux systèmes de production et le rôle des agents de la société civile dans les économies mixtes. [CM]

Globalisation Economique et Droits dans le Mercosur (GEDIM)

La crise monétaire subie par le Brésil au mois de janvier 1999 avait ravivé le désarroi face à la dynamique largement imprévisible de la globalisation. Les limites sociales, économiques,

boursières, financières sont déterminantes pour les pays du MERCOSUR, car cet espace régional manque d'institutions adaptées aux nouvelles configurations que la mondialisation dessine – des institutions susceptibles d'assurer les régulations nécessaires. C'est exactement ce que ressentent des chercheurs, des administrateurs, des praticiens, des dirigeants du MERCOSUR, qui se sont regroupés dans le présent Projet de recherche « Globalisation économique et droits dans le Mercosur », labellisé MOST en janvier 2000. Il est vrai que la globalisation a déjà été largement étudiée; néanmoins, elle l'a rarement été par des équipes formées pour une bonne part de juristes travaillant dans l'interdisciplinarité et, qui plus est, de scientifiques et praticiens du Cône Sud de l'Amérique latine où la globalisation produit des effets particulièrement importants.

Le projet va permettre d'utiliser des concepts et un langage commun aux diverses recherches, par l'établissement d'un lexique et glossaire des termes juridiques et politiques de la globalisation; d'identifier les normes qui régissent la coopération entre entreprises dans le Mercosur; d'analyser l'impact effectif de ces normes sur la dite coopération, de façon à identifier les points positifs, négatifs et les omissions; et enfin de contribuer à la restructuration de l'institution judiciaire dans le Mercosur, à travers l'établissement d'une « carte judiciaire » pour les quatre pays. [CM]

●●●● Renforcement des capacités

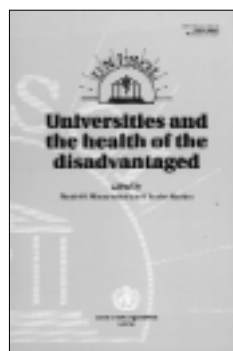
Pour avoir une vue d'ensemble complète des activités de MOST sous cette rubrique visitez les sites :

<http://www.unesco.org/shs/chairs-unitwin/most.htm>

<http://www.unesco.org/most/projects.htm#capacity>

Participation du programme MOST au RIO + 10

Lors d'une première réunion intersectorielle sur la préparation du Sommet Mondial sur le Développement Durable (Johannesburg septembre 2002), il a été décidé qu'un groupe de travail intersectoriel serait directement responsable de la production d'un document « L'UNESCO et le Développement Durable » ainsi que des activités de renforcement de la visibilité de l'UNESCO durant ce sommet. [BC/CVF]



- La méthodologie et la recherche sur l'état des connaissances, les programmes d'études interdisciplinaires et l'engagement global des universités dans le sens d'un développement durable seront analysés au cours d'une conférence internationale qui rassemblera les coordonnateurs et les titulaires de chaires UNESCO à Santiago du Chili en avril 2002. Cette réunion est destinée à contribuer à la préparation de Rio+10 dont s'occupe l'UNESCO. [CVF]
- La chaire UNESCO pour un développement durable à l'Université fédérale de Rio de Janeiro est en train de réaliser un film qui met en relief la contribution spécifique qu'apporte la recherche-action participative au développement durable. Le film et les matériels didactiques annexes (cédéroms, publications) commémorera le 5ème anniversaire de la mort de Paulo Freire en mai 2002 et sera intégré dans une stratégie universitaire globale pour Rio+10. [CVF]
- Le projet commun UNISOL (Universités en solidarité pour la santé des défavorisées) de l'OMS-UNESCO a permis le lancement réussi d'un chapitre africain d'UNISOL lors d'une conférence régionale qui s'est tenue à Nairobi du 11 au 14 juin 2001. Un séminaire de formation UNISOL prévu en août 2001 à Biosphere 2, en Arizona (États-Unis) a réuni une sélection de responsables de projets de terrain pour faire entrer en vigueur les critères d'UNISOL, à savoir des codes de conduite dans les travaux des universités avec les groupes défavorisés, la méthodologie pour des approches multidimensionnelles et intégrales, les réformes institutionnelles et la durabilité. [CVF]
- La coopération avec International Society of City and Regional Planners City Professionals (IsoCaRP) va être renforcée par le soutien du programme MOST à la publication d'un manuel sur

les 10 années de pratiques des ateliers de terrain pour la formation des jeunes urbanistes représentatifs de toutes les régions, le maintien du soutien aux ateliers annuels (le prochain aura lieu aux Pays Bas en septembre 2001), mais aussi par une coopération à la publication et à la diffusion des actes des congrès annuels des urbanistes. [BC]

- La troisième réunion du comité de l'Union Internationale des Architectes (UIA)/UNESCO sur la Charte de la Formation des Architectes a eu lieu au siège de l'UIA à Paris le 8 octobre 2001 : à cette occasion, les groupes régionaux de pilotage de la recherche sur le nouveau rôle social de l'architecte ont été finalisés et des réunions régionales organisées (Les premières régions devraient être les régions Asie-Pacifique et Afrique, inclus Afrique du Nord). [BC/GS]

Chaire UNESCO sur la gouvernance démocratique dans les sociétés multiculturelles

Dans le cadre du projet kirghiz sur la gouvernance dans les sociétés multiculturelles, financé par le gouvernement suisse, une chaire UNESCO a été créée à l'Académie de gestion de Bichkek en septembre 2001. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez contacter Paul de Guchteneire à p.deguchteneire@unesco.org [PDG]

Réseau des Professionnels de la Ville

L'UNESCO-MOST a lancé son réseau de « Professionnels de la Ville » sur la base de pratiques novatrices pour de jeunes urbanistes. Il consiste à développer de nouveaux cours interactifs de recherche et de formation qui s'adressent à des jeunes diplômés à travers différentes formes de coopération universitaire et de réseaux de ressources assurant l'excellence de la recherche dans des domaines



ITESO,
Guadalajara,
Mexique.
© G. Solinis



interdisciplinaires liés à la gestion, à la planification et à la conception urbaines. Il se concentre sur les besoins de groupes ciblés: les administrations gouvernementales, les ONG et les habitants des villes.

Ce réseau va se constituer avec des équipes latino-américaines porteuses d'expériences novatrices dans l'enseignement-apprentissage universitaire de la pratique urbanistique.

Un atelier préparatoire a défini les modalités de la mise en œuvre de ce réseau en octobre au Siège de l'UNESCO. Une réunion avec tous les membres du réseau est prévue au début de 2002. Pour plus d'informations, consultez

<http://www.unesco.org/most/cityprof.htm>
[GS]

Chaire ITESO-UNESCO

La Chaire « Gestion de l'habitat et développement urbain durable » a inauguré sa maîtrise en avril 2001 lors d'un séminaire organisé par l'ITESO (Instituto Tecnológico y de Estudios Superiores de Occidente, Guadalajara, Mexique) autour du thème « Université et société, vers Istanbul +5 » (contribution du Mexique à la mise en œuvre du programme d'action de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains – Habitat II).

Pour plus d'informations, consultez
<http://www.catedraui.iteso.mx/>. [GS]

Le Prix MOST pour une thèse de doctorat

Suite aux recommandations formulées par le Comité directeur scientifique de MOST réuni en février 1999, MOST a annoncé officiellement en janvier 2000 l'édition 2000/2001 du Prix MOST pour une thèse de doctorat. Les critères retenus pour le Prix sont les suivants:

- le Prix est remis tous les deux ans à une personne originaire d'un pays en développement ou d'un pays en transition qui aura soutenu avec succès sa thèse de doctorat dont le sujet portera sur l'un des thèmes du Programme MOST;
- le chercheur ne doit pas être âgé de plus de 35 ans au 1er août 2000;
- il/elle doit avoir soutenu sa thèse en 1997 ou après;
- il/elle doit présenter un résumé de sa thèse de 15 à 25 pages traduit en anglais, français ou espagnol.

Le Prix MOST pour une thèse de doctorat entend promouvoir le développement des ressources humaines dans les pays en développement comme dans les pays en transition, et produire de nouvelles connaissances dans le domaine des transformations sociales contemporaines. On envisage, par ailleurs, de créer un réseau de jeunes chercheurs qui travaillent sur les thèmes de MOST suite au premier atelier de formation organisé à Kathmandu en

octobre 2001. Ce réseau ferait intégralement partie d'un forum de réflexion MOST en contribuant à la conception de nouveaux projets et à leur mise en œuvre sur le terrain. Le Prix profiterait ainsi mutuellement aux jeunes spécialistes en sciences sociales des pays en développement et en transition, et au Programme lui-même en repérant de jeunes chercheurs potentiels pour de nouveaux projets et réseaux. [CM]

Chaire UNESCO « Formation des agents du développement durable » : séminaire de Rabat, mars 2001

La Chaire UNESCO sur la formation des professionnels du développement durable, établie au printemps 2000 à l'Institut Universitaire Technique (IUT) Michel de Montaigne de l'Université de Bordeaux III valorise une formation à la fois universitaire et professionnelle de l'agent de développement local. A travers un réseau réunissant des ONG et des centres de formation (universités, administrations) de France, Espagne, Belgique, Maroc, Tunisie, Algérie et Palestine, la Chaire vise à faciliter les échanges et faire connaître les expériences sur la formation des agents du développement local. Ceux-ci sont appelés à jouer, dans les structures de la gouvernance locale et dans le cadre des politiques de décentralisation, le rôle d'intermédiaire, de médiateur entre les collectivités locales, les bailleurs de fonds et les sociétés civiles dans la prise en charge des problèmes de développement.

Objectifs du séminaire :

- a) construire une méthodologie pour mettre en place un référentiel des compétences et des métiers dans le contexte marocain en vue de la formation d'agents du développement travaillant au sein de l'état (administration centrale, collectivités locales), des ONG ou associations ;
- b) évaluer les formations existantes (les curricula et les outils pédagogiques) et les manques en matière de formation ;
- c) définir les méthodes pour articuler les dispositifs et les modes d'intervention des universitaires et des professionnels des ONG pour établir un agenda scientifique sur la gouvernance locale et la formation des agents de développement local. [CM/CVF]

MOST et PNUD au Cap-Vert

Le projet « Stratégies de développement local à Tarrafal (Cap-Vert) », financé par le PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) et mis en œuvre par le Programme MOST de l'UNESCO, a visé à l'élaboration d'une méthodologie d'identification des priorités du développement par les différents acteurs sociaux de la Ville de Tarrafal (île de Santiago, Cap-Vert). Cette méthodologie part du principe que le développement local de Tarrafal peut se fonder sur une stratégie de promotion du secteur touristique, la gestion efficace des ressources naturelles et la prise en compte des besoins sociaux ; elle a pris en considération les différents aspects (sociaux, environnementaux, économiques, territoriaux) du développement de Tarrafal comme site historique national et régional, à partir d'une approche participative impliquant la Municipalité de Tarrafal, la population locale (associations de jeunes et lycéens), ainsi que les acteurs locaux du développement (notamment le secteur touristique). Des fiches pédagogiques présentant les résultats de ce projet sont disponibles sur le Clearing House de MOST. [CM]

Relations et contributions aux diverses institutions des Nations Unies sur les questions relatives au développement social et à l'élimination de la pauvreté

Le Programme MOST apporte une contribution régulière aux réunions de l'Assemblée générale, d'ECOSOC, de la Commission pour le développement social, du Département des Nations Unies pour les Affaires Economiques et Sociales, du Comité des Nations Unies pour la politique de développement, de la Commission pour le développement social, etc. sur la problématique du développement social et l'élimination de la pauvreté.

Copenhague +5 (Genève, 26 juin – 1er juillet 2000)

MOST a contribué à de nombreux projets sur l'élaboration des politiques afin de poursuivre les objectifs de la Déclaration de Copenhague. Ces projets concernent, entre autres, l'élimination de la pauvreté et l'intégration sociale, et certains d'entre eux sont inclus dans le projet du Geneva Outcome Document qui a été négocié au préalable et durant la session spéciale. [CG]

PAUVRETÉ ET EXCLUSION SOCIALE

L'appel du Secrétaire des Nations Unies invitant toutes les agences à contribuer à l'objectif de développement en vue d'éliminer l'extrême pauvreté d'ici 2015 a conduit l'UNESCO à élaborer une stratégie pour contribuer à cet objectif. Le Conseil exécutif a confié la préparation des documents ayant abouti à la formulation de la stratégie à long terme de l'UNESCO au Programme MOST et à un réseau intersectoriel sous la direction principale du Secteur des Sciences humaines et sociales. Vous trouvez ci-contre quelques extraits de la Stratégie de l'UNESCO pour l'élimination de la pauvreté telle qu'elle est énoncée dans le projet de Stratégie à moyen terme de l'Organisation pour 2002-2007 (31 C/4).

Chaire pour la réduction de la pauvreté et le renforcement des capacités

L'Université de Jordanie a officiellement soumis cette proposition de projet de Chaire à l'UNESCO. Son but est d'enrichir et de développer de manière substantielle le programme d'études sociales récemment établi à la Faculté des Sciences sociales et humaines en accentuant son caractère interdisciplinaire et en le mettant plus au fait des tendances et des pratiques mondiales vis-à-vis des modèles de développement socioéconomique. La chaire commencera par une étude sur l'impact des projets de micro-crédit lancés par le gouvernement et l'exploitation des résultats de la recherche pour l'élaboration des futures politiques sociales. La chaire devrait être reliée au Réseau de la Banque mondiale sur la pauvreté dans le monde. Son lancement est prévu durant le deuxième semestre de l'année scolaire 2002.

[Robert Parua, Bureau de l'UNESCO à Amman (r.parua@unesco.org.jo), NA & XCS]

Pour avoir une vue d'ensemble complète des activités de MOST sous cette rubrique visitez le site: <http://www.unesco.org/most/povhome.htm>

Stratégie de l'UNESCO pour l'élimination de la pauvreté

L'UNESCO a été priée par ses États Membres, aux termes de diverses résolutions de la Conférence générale et de décisions du Conseil exécutif, d'apporter sa contribution spécifique à l'élaboration d'une stratégie appropriée à long terme. Le Conseil exécutif a approuvé la proposition faite ensuite par le Directeur général de faire de l'élimination de la pauvreté un thème transversal des activités de l'Organisation dans son ensemble.

Fort de cette mission intellectuelle et éthique au sein du système des Nations Unies, l'UNESCO est particulièrement bien placée pour insister sur l'impératif que constitue l'élimination de la pauvreté. Celle-ci est une condition essentielle de la paix et de la sécurité dans le monde – et de la dignité de l'être humain.

Promouvoir le droit au développement et l'éducation sera donc une des tâches de l'UNESCO, complétée par une action de plaidoyer en faveur de la solidarité entre les pays et les peuples séparés par des disparités croissantes.

On néglige souvent la dimension éducative, la dimension culturelle et la dimension liée à la science de la pauvreté et des politiques mises en œuvre pour la combattre. Bien que la notion de pauvreté ait évolué et ne soit plus simplement énoncée en chiffres (« moins de un dollar par jour »), prenant davantage en compte désormais des facteurs plus ciblés sur l'être humain tels que les carences en « capacités humaines », l'absence de capital social, la vulnérabilité ou les atteintes à la dignité, il est rare que cette conception élargie se reflète dans les politiques, les stratégies et les documents d'orientation.

La pauvreté – et en particulier l'extrême pauvreté – constitue une atteinte aux droits fondamentaux de l'homme et, à l'heure actuelle, elle est au cœur des préoccupations de toutes les sociétés avec son cortège d'injustices, d'exclusions, de privations et d'inégalités. Il faut non seulement combattre ces dernières, mais s'attaquer surtout à leurs causes, si l'on veut consolider la justice et la cohésions sociales, le progrès socio-économique et la démocratie sans lesquels la paix ne saurait exister. L'extrême pauvreté touche à l'heure actuelle 1,2 milliard de personnes, dont les trois quarts vivent et travaillent en milieu rural.

L'action de l'UNESCO se concentrera sur trois objectifs stratégiques interdépendants :

- Contribuer à élargir la portée des stratégies internationales et nationales de lutte contre la pauvreté par l'intégration dans des stratégies de l'éducation, de la culture, des sciences et de la communication.
- Favoriser l'instauration d'une coordination efficace entre les stratégies nationales de lutte contre la pauvreté et les dispositifs de développement durable, en se concentrant sur les domaines de compétence de l'UNESCO. En outre, contribuer à mobiliser le capital social en développant les capacités et les institutions, notamment dans le domaine public, en vue de permettre aux pauvres d'exercer leurs droits.
- Contribuer à la mise en place d'un cadre et d'un environnement de politique nationale propres à favoriser l'autonomisation, les approches participatives et la création de moyens de subsistance.

Nous insistons sur la « nécessité de fournir une aide à la décision en ce qui concerne l'ensemble des aspects et des caractéristiques de la pauvreté, y compris les migrations, la drogue, la violence urbaine et l'exclusion, dans l'esprit de la stratégie relative au thème transversal sur l'élimination de la pauvreté, en particulier l'extrême pauvreté, ainsi que de prévoir des mécanismes de vulgarisation pertinents (Réf: 31C/11, Recommandations du Conseil exécutif sur le projet de Stratégie à moyen terme pour 2002-2007, paragraphe 52) ».

RÉUNIONS DE MOST RÉCENTES

Pour avoir une vue d'ensemble plus complète des réunions de MOST, visitez le site <http://www.unesco.org/most/meetings.htm>

Villes intermédiaires et urbanisation mondiale

(Beyrouth, Liban, 20-22 Septembre 2001)

Le 3^{ème} séminaire du groupe de travail UIA/CIMES (medium-sized or intermediate city) /UNESCO sur « Villes intermédiaires et urbanisation mondiale » a été co-organisé avec l'Ordre des ingénieurs et des architectes. Deux autres séminaires sont prévus pour la région Asie-Pacifique et l'Europe de l'ouest en 2002 avant le congrès mondial des architectes de Berlin (juillet 2002). [BC]

Le Groupe de Travail de l'Union internationale des architectes (UIA) a réuni des experts de l'Amérique latine à Resistencia (Argentine) en décembre 2000. Le séminaire a réuni environ 300 participants concernés par la planification urbaine de par leurs fonctions d'agents municipaux, autorités locales, universitaires, chercheurs, professionnels, et agents de développement. Pour plus d'informations, consultez « Villes intermédiaires et urbanisation mondiale (<http://www.paeria.es/cimes/>) ». [GS]

Colloque internationale « Les sciences sociales dans le monde arabe d'aujourd'hui »

(Marrakech, 18-22 septembre 2001)

Organisé conjointement par les Commissions nationales de la France et du Maroc pour l'UNESCO. Le Séminaire fait le point sur les développements des sciences sociales dans le monde arabe et le rôle que jouent les sciences sociales dans la société. Thèmes spécifiques: les technologies de l'information et de la communication, les migrations et les diasporas, la santé, l'urbanisation, l'éducation, la gestion des ressources naturelles, les identités, l'élaboration des politiques. [PDG]

Atelier des jeunes planificateurs IsoCaRP/UNESCO

(Enschede, Pays-Bas, 13-15 septembre 2001)

Le 37^{ème} Atelier annuel des jeunes planificateurs IsoCaRP/UNESCO a été organisé avant le congrès et les conclusions de ses travaux seront présentées à la séance de clôture sur « La planification à l'âge de l'information ». La refonte des systèmes culturels, socio-économiques et politiques a des effets notoires sur les modèles de temps et d'espace et, par conséquent, sur tous les domaines professionnels liés à la planification urbaine et régionale. [BC]

Gouvernance et démocratie au Mexique

(Siège de l'UNESCO, 4 juillet 2001)

Le programme MOST et la Délégation permanente du Mexique auprès de l'Unesco ont organisé cette table ronde avec la participation des chercheurs mexicains: Jaime Preciado, Isabel Blanco, Alberto Aziz y Enrique Valencia, et les commentaires de Georges Couffignal et Guy Hermet. Une publication dans la série « MOST Discussion Papers » sera disponible avant la fin de l'année. [GS]

Préparation de la contribution de l'UNESCO au II Forum Social Mondial

(Siège de l'UNESCO, 2-3 juillet 2001)

MOST a organisé un atelier pour la préparation du prochain Forum Social Mondial (FSM) qui aura lieu à Porto Alegre (Brésil) du 31 janvier au 5 février 2002. Trois objectifs ont animé cet atelier:

- faire le point sur les tables rondes de janvier 2001;
- valoriser les résultats des débats et projets de publication;

- entamer une discussion sur le contenu et les activités possibles quant à la préparation du prochain Forum.

Pour plus d'informations, veuillez vous reporter à la Section MOST Meetings du « MOST Clearing House » (<http://www.unesco.org/most/wsfunescofr.htm>). [GS/CM]



Forum Social Mondial, Porto Alegre, Brésil

© G. Solinis

38^{ème} Congrès mondial des architectes paysagistes, « Asian Places for the new millennium »

(Singapour, 28-29 juin 2001)

Le 38^{ème} Congrès mondial des architectes paysagistes a été organisé sur le thème des « Sites asiatiques pour le nouveau millénaire » par la Fédération internationale des architectes paysagistes. A l'occasion de cet événement, le Prix UNESCO d'architecture paysagère a été décerné à Mme Sarah BISHOP (Nouvelle Zélande) à l'issue du séminaire. [BC]

Les Sciences Sociales et la Lutte contre la Pauvreté en Afrique de l'Ouest et du Centre

(Yaoundé, Cameroun, 19-22 juin 2001)

Ce Colloque régional de Yaoundé a révélé une capacité insoupçonnée de synergie entre le siège de l'UNESCO (Paris), le Bureau régional de l'UNESCO (Dakar), le Bureau de l'UNESCO d'Afrique Centrale (Yaoundé) et la Conférence des Ministres chargés de la recherche-développement de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (COMRED-AOC) à travers son Président, le Ministre camerounais de la Recherche Scientifique et Technique. Les chercheurs et les experts venus des pays d'Afrique de l'Ouest et du centre ont, par leur engagement au travail, confirmé leur détermination à œuvrer pour une meilleure visibilité de la recherche en sciences sociales en Afrique, dans l'esprit du

programme UNESCO MOST. Ce travail collectif a obtenu des résultats significatifs et ouvert des perspectives d'intelligence sociale susceptibles de conduire à un partenariat social fructueux entre les chercheurs et les décideurs d'Afrique. A mon modeste niveau de Vice-Président sortant de MOST, je suis heureux d'avoir pu contribuer à cette remise en orbite des sciences sociales en Afrique.

[Prof. Charly Gabriel MBOCK, Directeur de recherche, coordonnateur scientifique du Colloque & NA]

« L'Afrique étant le continent où les problèmes sociaux prennent des proportions dramatiques au quotidien, il était nécessaire que les chercheurs africains revisitent les concepts que le monde agite, se les approprient pour imaginer des solutions adaptées aux spécificités de la région Afrique. La pauvreté est l'un de ces concepts. (...) Les richesses de l'Afrique ont échappé à l'Afrique. Elles sont exploitées par les autres du fait de la colonisation. Voici que la pauvreté de l'Afrique risque, elle aussi, d'échapper à l'Afrique: ce sont les autres qui en parlent du fait de la mondialisation. (...) Pendant longtemps, les chercheurs d'Afrique ont lu des livres. L'Afrique a été un sujet de recherche pour d'autres. Ce colloque invite les chercheurs d'Afrique à lire désormais leurs sociétés, et à devenir des partenaires reconnus comme tels dans la gestion des questions sociales qui interpellent les décideurs ».

Extrait du discours d'ouverture du professeur Henri HOGBE NLEND, Ministre de la Recherche Scientifique et Technique du Cameroun et Président de la COMRED-AOC

Un autre résultat important de ce colloque aura été la création du Comité national de liaison MOST pour le Cameroun. Le document officiel de fondation du comité a été signé par le Premier Ministre en personne. Le Secrétariat et les bureaux régionaux de MOST se réjouissent à la perspective de développer la coopération avec ce nouveau CNL et nous remercions les autorités gouvernementales pour cette initiative. [NA]

Une question fondamentale dans la lutte contre la pauvreté

(New York, 8 juin 2001)

L'UNESCO a organisé une table ronde spéciale sur « la gouvernance participative » durant la Conférence HABITAT+5. Cette table ronde s'est tenue au siège de



Aït Benhaddou (Maroc)

© J. Morohashi

l'ONU à New York. Le but était de montrer en quoi une approche participative de la gouvernance représente un lien essentiel dans le réseau des causalités qu'il convient d'envisager et de prendre en compte dans la conception et la mise en œuvre des stratégies de réduction de la pauvreté. La table ronde a réuni plus de 60 personnes: chercheurs, ONG, maires, fonctionnaires, agences des Nations Unies et agences de coopération bilatérale. [GDC]

Vivre et habiter le paysage

(Rabat, Maroc, 7-8 Juin 2001)

Le 1er colloque sur la sensibilisation des pouvoirs publics au niveau national (Ministères et Municipalités) et des enseignants sur la question du paysage au Maroc, «Vivre et Habiter le paysage» a été organisé à l'École Nationale d'Architecture de Rabat avec l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II, la faculté des lettres et des sciences humaines de Marrakech et le Bureau de l'UNESCO à Rabat. Les universités de Montréal, Rome III, Reggio de Calabre et Bordeaux ont été associées à cette manifestation en vue de préparer des activités sur le paysage à l'École d'Architecture de Rabat. Les actes seront produits en français et contiendront les résultats de l'atelier de terrain tenu à Essaouira sur la zone des habitats sociaux située entre les dunes et les lagunes polluées. [BC]

Conférence finale du Projet circumpolaire MOST sur les processus face à la mondialisation (CCPP)

(Storfjord, Norvège, 6-10 juin 2001)

Lors de la conférence, des chercheurs ont présenté les conclusions de leurs travaux et des utilisateurs ont exposé les initiatives locales. Parmi les résultats concrets on peut citer l'organisation d'une série d'ateliers, le partage d'une compréhension théorique et méthodologique, la recherche, la coopération et les accords facilités pour continuer à développer le concept de «stratégies face à la mondialisation». Une Ecole de recherche nordique sur les dynamiques locales a été créée.

Il a été décidé que les nouveaux thèmes de recherche MOST-CCPP seraient: la production culturelle de la nature ; comment récupérer la jeunesse ; quel est et quel devrait être le rôle des municipalités et quelle différence signifient le développement et les variations de la structure des communications pour la réussite du développement industriel. Une proposition a été émise en vue de créer une chaire UNESCO/MOST à l'Université de Tromsø. L'Université a demandé une enveloppe extrabudgétaire à une institution norvégienne pour financer de nouveaux postes à plein temps pour cette chaire. Pour obtenir de plus amples renseignements sur le CCPP, veuillez consulter <http://www.unesco.org/most/p91.htm>. [CG]

Petites villes côtières historiques

(Saïda, Liban, 28-31 mai 2001)

Le 3^{ème} séminaire international de l'UNESCO sur le thème du développement urbain intégré en zone côtière dans le cadre du projet intersectoriel (Secteur de Sciences, de Sciences Sociales et de Culture) a été organisé à la suite de la requête du Maire de Saïda en 1998 à M. A. Kazancigil, Secrétaire exécutif de MOST.

Compte tenu des événements dans la région, il a été fixé finalement du 28 au 31 mai 2001 par les autorités libanaises, sur le thème «Petites villes historiques: Développement urbain équilibré entre terre, mer et société» à l'Institut Universitaire de Technologie de Saïda.

Grâce au travail conjoint des différents secteurs de l'UNESCO, du Bureau régional de Beyrouth et à la participation des bureaux UNESCO de Venise et Tunis, la participation de tous les acteurs concernés par les problématiques de développement de la ville de Saïda, Ancienne Sidon phénicienne devenue capitale du Liban Sud, a permis l'élaboration d'un rapport de synthèse sur les enjeux majeurs de ce développement. Un plan d'action concret sera élaboré d'après ce rapport; les partenariats identifiés pour soutenir les efforts de la municipalité de Saïda pendant les sessions de travail permettront le lancement effectif d'activités dans les prochains mois. Les actes seront produits en anglais, arabe et français. [BC]



«Ombre de la ville» Tokyo (Japon)

© E. Bontemps

L'Afrique en situation critique: urgences politiques complexes du XXI^e siècle

(Douala, Cameroun, 21-23 mai 2001)

Cette conférence a été organisée par Ethno-Net Africa (ENA). Les documents de recherche présentés avaient notamment pour titre: «Modèles de construction étatique dans des États multi-ethniques», «L'économie politique des conflits», «Traiter l'héritage des États en faillite» ou encore «Reconstruire l'État». La conférence a également permis de faire l'évaluation à moyen terme des activités d'ENA et a contribué à donner de nouvelles orientations aux membres du réseau. Pour recevoir un exemplaire des actes de la conférence, veuillez contacter le professeur Paul Nchoji Nkwi, Coordonnateur d'Ethno-Net Africa (icassrt@camnet.cm) [HP]

4^{ème} réunion du Réseau de recherche sur les migrations dans la région Asie-Pacifique (APMRN)

(Manille, Philippines, 19-22 mars 2001)

Le Réseau philippin de recherche sur les migrations (PMRN), avec le concours du Conseil philippin de recherche en sciences sociales, a organisé cette conférence pour les représentants des pays membres du Réseau de recherche sur les migrations dans la région Asie-Pacifique. La conférence a été honorée par la présence du député J.R. Nereus O. Acosta, représentant du 1^{er} district, Bukidnon, qui a prononcé un discours stimulant sur la pertinence de la recherche concernant les migrations pour l'élaboration des politiques. Les représentants de la plupart des 14 réseaux de recherche régionaux ont assisté à la conférence de Manille qui a été suivie d'un atelier national d'une journée organisé par le PMRN au Centre philippin des Sciences sociales à Diliman.

De brefs comptes-rendus de tous les réseaux sur leurs activités depuis la dernière conférence internationale au Japon (septembre 1999) ont été compilés sous forme de brochure et diffusés en même temps que le Rapport du Secrétariat de l'APMRN. Ce document a permis de constater l'étonnante diversité de la recherche dans les réseaux régionaux depuis 1995 en donnant à tous les participants une bonne indication des progrès accomplis par l'APMRN.

Les délégués de tous les pays ont présenté des communications sur les quatre thèmes retenus pour la conférence, à savoir:

- a) l'ampleur, les tendances et les modes de migration et de peuplement dans les pays de la région Asie-Pacifique, et les facteurs nationaux et internationaux associés à ces tendances;
- b) les conséquences des migrations internationales accrues sur le système de l'Etat-nation, notamment

en ce qui concerne l'essor des marchés mondiaux et les tendances à l'intégration régionale ;

- c) le rôle et la place des minorités ethniques dans la société et les problèmes liés au multiculturalisme ;
- d) les stratégies politiques visant à examiner les problèmes que posent les migrations et la diversité ethnique dans la région Asie-Pacifique.

Des rapports ont été présentés oralement sur les conclusions préliminaires des trois projets en cours financés par la Fondation Ford : 'La migration des femmes à l'âge de la mondialisation en Asie du Sud-Est' (Chine, Indonésie, Philippines et Thaïlande, basé à Bangkok), 'Retour, migration et développement' (Australie, Bangladesh, Chine, et Viet Nam, basé à Wollongong) et 'Migration irrégulière' (Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande, basé à Manille).

Les communications présentées lors des conférences sont en cours de transcription et de révision et seront disponibles sous forme de publication écrite à l'automne 2002 aux Éditions de l'UNESCO. [NA]

Annnonce :

La cinquième Conférence internationale du projet aura lieu en septembre 2002 dans les îles du Pacifique, sous la présidence du professeur Vijay Naidu, Président de l'APMRN et professeur à l'Université du Pacifique Sud (Fidji). La tenue de cette conférence dans la région permettra de suivre également l'action de l'UNESCO dans la région qui demeure un objectif central du SHS.

Participation de MOST au Forum Social Mondial: Démocratie et gouvernance mondiale au 21^e siècle

(Porto Alegre, 29-30 janvier 2001)

Le Programme MOST, en collaboration avec l'Unité pour la Démocratie de l'UNESCO, a organisé deux tables rondes visant à promouvoir un débat ouvert sur deux thèmes :

- la société civile et la sphère publique ;
- la démocratisation de l'autorité mondiale.

Ces tables-rondes ont porté, respectivement, sur « Les acteurs non-étatiques dans la gouvernance démocratique » et « Quelles articulations entre l'État, les OIG, les ONG et le secteur privé dans la promotion du bien public? ». Pour la liste des participants, consultez <http://www.unesco.org/most/most3.htm>. [GS/CM]

5^{ème} Session du Conseil intergouvernemental

(Siège de l'UNESCO, 14-17 mars 2001)

Le Conseil intergouvernemental décide des questions de politique générale et de financement du Programme MOST et émet des recommandations à l'intention des organes exécutifs de l'UNESCO (la Conférence générale, le Conseil exécutif et le Directeur général). C'est l'instance qui relie MOST aux autorités gouvernementales. Pour plus d'informations visitez le site <http://www.unesco.org/most/igc.htm>. [GS]

8^{ème} Session du Comité directeur scientifique de MOST (CDS)

(Siège de l'UNESCO, 12-13 mars 2001)

La session a été présidée par le professeur Y. Alagh, en présence des membres du CDS (les professeurs Amard, de Ruijter, Kruse-Graumann, Vishnevsky et Wiltshire) et des chefs de projets MOST (les professeurs Elvi Whittaker, Nazli Choucri, Nicolai Genov, André-Jean Arnaud). Avec le Secrétariat et les collègues des autres secteurs, le CDS a discuté de l'orientation future du Programme. Une session commune s'est tenue le dernier jour avec le 5^{ème} CIG (<http://www.unesco.org/most/ssc.htm>). [JM]

Membres du Comité directeur scientifique

Yoginder Alagh (Inde), Président
Alejandra Moreno Toscano (Mexique), Vice-président
Arie de Ruijter (Pays-Bas), Vice-président
Maurice Aymard (France), Lenelis Kruse-Graumann (Allemagne),
Achille Mbembe (Cameroun), Anatoly Vishnevsky (Fédération de Russie),
Saad Eddin Ibrahim (Egypte), Ken Wiltshire (Australie)

Réunion sous régionale de Comités MOST du Maghreb

Une réunion sous régionale des Comités Nationaux de Liaison MOST (CNL) des 5 pays du Maghreb (Algérie, Jamahiriya arabe libyenne, Maroc, Mauritanie et Tunisie) s'est déroulée à Tunis (Tunisie) les 4 et 5 octobre 2001. Elle était organisée conjointement par le Bureau de l'UNESCO à Tunis et le CNL de la Tunisie, avec la participation du Secrétariat d'État pour la Recherche Scientifique de Tunisie, par le biais du Centre d'Études et de Recherches Économiques et Sociales (CERES).

La réunion avait pour objectifs :

- La création d'un réseau des Comités de Liaison MOST dans le Maghreb.
- L'identification des priorités en matière de recherche-action.
- La discussion d'un cadre de programme commun aux 5 Comités de liaison MOST-Maghreb.

Pour plus de renseignements contactez F. Carrillo-Montesinos, Directeur du Bureau régional de l'UNESCO à Tunis (tunis@unesco.org).

RÉUNIONS DE MOST ANTÉRIEURES

Ecole d'été MOST 2000 sur les programmes internationaux comparatifs en sciences sociales

(Sofia, Bulgarie 20-25 juin 2000)

Cet événement a été organisé par le Programme MOST, le Conseil International des Sciences Sociales (CISS) et la Fondation Friedrich Ebert. Son but était d'encourager le débat entre les chercheurs senior et les jeunes chercheurs sur la recherche comparative en sciences sociales. La première école d'été a eu lieu dans le cadre du projet Gestion des risques en Europe Centrale et de l'Est. Une seconde est prévue en juin 2002 à Sofia. Pour de plus amples informations, contactez Prof. Dr. Nikolai Genov de l'Académie des Sciences de Bulgarie, Institut de Sociologie. (nbgen.most.risk@datacom.bg). [PDG]

Forum International «Action solidaire pour le développement social»

(Siège de l'UNESCO, 14 novembre 2000)

Le programme MOST a lancé en novembre 1999 «l'Alliance Mondiale pour un Développement Social Durable» en partenariat avec un certain nombre de grandes entreprises «socialement responsables». Dans ce cadre, ont été présentées des initiatives de communautés défavorisées sélectionnées pour leur exemplarité et leur transférabilité. Ce forum s'est déroulé en deux temps: les champs d'expériences pour un développement social durable d'une part, et d'autre part, l'implication des entreprises dans des actions de développement social durable. [GDC]

Les transformations sociales dans la région Asie-Pacifique

(Wollongong, Australie, 4-6 décembre 2000)

L'organisation d'un colloque et d'une conférence internationale sur les transformations sociales dans la région Asie-Pacifique a demandé dix-huit mois de planification constante pour aboutir. La conférence répondait à un triple objectif:

- réunir d'éminents chercheurs australiens et internationaux pour discuter des caractéristiques spécifiques de la mondialisation et des transformations sociales dans la région, et explorer les stratégies propices à la gestion du changement social;
- proposer un forum aux chercheurs établis, aux gouvernements, aux entreprises et aux acteurs non gouvernementaux et aux étudiants de troisième cycle afin de présenter les résultats de la recherche;
- mettre en lumière les travaux du Centre for Asia Pacific Social Transformation Studies (CAPSTRANS) et sa contribution au débat permanent précité.

Il y avait au programme 24 intervenants de toute la région Asie-Pacifique. La conférence a attiré plus de 150 participants; 81 communications ont été présentées: du discours d'ouverture intitulé «Les tendances globales et les réponses de la région Asie-Pacifique», prononcé par le professeur K.S. Jomo, de l'Université de Malaya, au débat de clôture de la table ronde «Répondre aux transformations sociales: entreprises, chercheurs, responsables politiques et collectivités». Le principal thème de réflexion de la conférence a porté sur la faillite de la théorie du développement comme moyen d'analyse et la recherche d'une nouvelle méthode paradigmatique d'évaluation des changements et des progrès dans la région Asie-Pacifique. Il a été demandé aux participants de s'interroger sur l'impact de la mondialisation dans ses multiples aspects dans leur région. L'ouvrage à paraître, basé sur une sélection des meilleurs articles, représentera une contribution majeure à la réflexion sur le développement et la mondialisation, la pauvreté et l'inégalité dans la région Asie-Pacifique. Nous aimerions remercier l'équipe organisatrice australienne et le CAPSTRANS d'avoir œuvré au bon déroulement de cette conférence et exprimer notre gratitude à Qantas Airlines et à la Japan Foundation pour leur appui financier. Pour obtenir la liste des intervenants, le programme et les versions originales non publiées des documents de la conférence, veuillez vous référer à www.uow.edu.au/research/centres/capstrans. [NA]

Mondialisation, jeunesse et modes de consommation durables : en partenariat avec le PNUE

(Siège de l'UNESCO, 6-7 novembre 2000)

L'UNESCO (MOST, le Secteur de l'Éducation et l'Unité de Coordination de la jeunesse) et le PNUE (Programme des Nations Unies pour l'Environnement) ont organisé un atelier pour discuter des résultats d'une étude sur les modes de consommation des jeunes dans 24 pays. L'objet de la discussion a porté sur l'élaboration d'une stratégie cohésive pour le PNUE et l'UNESCO en vue de promouvoir l'adoption de modes de consommation plus durables chez les jeunes. L'atelier a réuni une cinquantaine d'experts, d'acteurs sociaux, de leaders de la jeunesse, de chercheurs et de représentants des milieux d'affaires. L'idée sous-jacente de la réunion était que les jeunes méritent une attention particulière pour ce qui est de l'analyse des modes de consommation. Ils forment un groupe cible important de la demande dans une société de consommation et joueront un rôle primordial dans les futurs modes de consommation. Et cependant, il ne faudrait pas les considérer seulement comme les 'victimes' d'une culture consumériste contemporaine. Les jeunes sont souvent plus préoccupés de l'avenir de la Terre dont ils vont hériter. Leur voix doit donc se faire entendre. De plus, il y a des groupes de jeunes qui prennent des initiatives en proposant des alternatives à la tendance du « consommer plus ». Ils peuvent être les messagers d'une nouvelle approche qui rassemble



« Les liens entre générations »

© E. Bontemps

aussi bien leurs pairs que le monde des adultes. Un document MOST de politique sociale analyse quelques attitudes préliminaires de jeunes face à la consommation et tente d'évaluer leur participation potentielle en tant qu'acteurs d'une transition orientée vers des styles de consommation plus durables.

Il étudie en particulier :

1. les éléments moteurs de la consommation des jeunes et, notamment, l'influence des médias et de la globalisation dans la formulation de leurs aspirations et de leurs valeurs ;
2. la perception de la consommation durable chez les jeunes et leur rôle à cet égard ;
3. les expériences relatives à l'approche des questions de consommation dans les différentes sphères culturelles.

Ce document recommande de futures actions de l'UNESCO et du PNUE afin de promouvoir la consommation durable chez les jeunes. [CM]

Table ronde sur le capital social durant la session spéciale de l'Assemblée générale sur 'Copenhague+5'

(Genève, 28 juin 2000)

Dans le contexte de la session spéciale de l'Assemblée générale sur 'Copenhague+5', le Programme MOST et le CISS/CROP (Programme de recherche comparative sur la pauvreté) ont organisé un colloque intitulé : « La formation du capital social dans la réduction de la pauvreté : quel rôle pour les organismes de la société civile et l'État ? ». Cette réunion qui s'est tenue dans le cadre du Forum Genève 2000, visait à rapprocher la session de l'Assemblée générale du grand public en attirant la participation de parlementaires, de groupes d'affaires, d'universitaires, de gouvernements et d'organisations intergouvernementales. Le Sous-Directeur général alors en poste au Secteur des sciences humaines et sociales de l'UNESCO a présidé le colloque auquel étaient conviés des représentants d'organisations communautaires locales, des universitaires, des responsables politiques et la Banque Mondiale. Une publication de ce colloque est disponible auprès du Secrétariat de MOST. [CG]

Participation des enfants et adolescents dans un cadre communautaire : Colloque de recherche à l'Université d'Oslo

(26-28 juin 2000)

Ce colloque a rassemblé les membres du conseil consultatif de Childwatch International, les membres du projet Grandir dans les villes du Programme MOST de l'UNESCO et d'autres experts pour examiner et planifier la recherche sur la participation des enfants



La joie et la jeunesse (Sri Lanka)

© E. Bontemps

aux différents aspects de la vie communautaire. Outre leur engagement en faveur des droits de l'enfant, entre autres le droit de prendre part aux décisions qui affectent leur existence, Childwatch International et le Programme MOST partagent les mêmes engagements concernant la recherche pluridisciplinaire, la recherche comparative internationale et l'application de la recherche aux politiques sociales afin d'améliorer le sort des enfants et des jeunes. Au regard de ces engagements, le colloque avait pour but de résumer ce qui est connu et ce qu'il faut savoir dans les domaines suivants :

1. Quels sont les moyens de participation des enfants dans différents contextes, y compris les décisions concernant le foyer et la vie familiale ?
2. Quelles sont les convictions et les attitudes des enfants à propos de leur participation ?
3. Quelles sont les conditions dans lesquelles ils estiment être traités comme des partenaires ?
4. Que se passe-t-il quand les enfants participent ?
5. Quels sont les résultats pour les enfants eux-mêmes et le milieu auquel ils appartiennent ?

Les principales conclusions du colloque sont publiées dans un numéro spécial de la revue *International Childhood* (publiée par Childwatch International avec des fonds norvégiens) et de la revue *Participatory Learning and Action* (PLA) que publie l'IIED (International Institute for Environment and Development) au Royaume-Uni. [NA] (voir la section sur les publications à paraître).

Gouvernance démocratique et réduction des inégalités dans le monde arabe

(Caire, Egypte, 28-30 mars 2000)

Suite à une conférence régionale sur les ONG et la gouvernance dans les pays arabes, organisée par MOST, les instituts français de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et du Centre d'Études et de Documentation Economiques et Juridiques (CEDEJ), installé au Caire, et par le Centre égyptien d'études politiques et stratégiques d'El-Ahram, un pôle de recherche et d'action est en cours de création dans cinq pays : la Tunisie, le Maroc, l'Égypte, le Liban et le Yémen. Les activités de ce projet MOST seront mises en œuvre en collaboration avec le Bureau UNESCO de Beyrouth. Elles porteront essentiellement sur le rôle des ONG dans les structures de gouvernance locale dans les pays arabes et aborderont les questions fondamentales suivantes : comment évaluer au sens large les dimensions politiques du terme « gouvernance » ancré dans l'expérience arabe du processus de formation de l'État et de la participation des ONG ? Quelles sont les missions et les fonctions réelles des ONG dans les pays arabes ? Le mouvement des ONG peut-il être considéré comme un acteur dans les politiques de développement et la gouvernance des pays arabes ? De quels instruments ont-ils besoin pour acquérir leur autonomie et participer pleinement aux projets de réduction de la pauvreté dans ces pays ? Des informations détaillées sont consultables sur le site www.unesco.org/most/cairo.htm. [CM]

Conférence internationale sur les sciences sociales et la gouvernance

(Zeist, Pays-Bas, 20-21 mars 2000)

Le Ministère néerlandais du Développement et de la Coopération et la Commission nationale des Pays-Bas pour l'UNESCO se sont associés au Programme MOST pour parrainer une Conférence internationale sur les sciences sociales et la gouvernance, organisée en une série d'ateliers parallèles. Les participants ont présenté des études de cas thématiques – plusieurs étant issues de projets de recherche MOST en cours – sur la manière dont les conclusions de la recherche sont diffusées par la voie des médias, traduites en options politiques et retravaillées dans les programmes scolaires. Le rapport complet de cette conférence et ses recommandations sont disponibles gratuitement sur le Clearing House de MOST :

<http://www.unesco.org/most/scspsconf.htm>. [NA]

Événements récents et à venir :

- 3^{ème} réunion du comité de validation de la charte UIA/UNESCO de la formation des architectes, 8 Octobre 2001
- Réunion d'experts de MOST sur les thèmes du Journal électronique sur les sociétés multiculturelles. Siège de l'UNESCO, 12-13 octobre 2001.
- Réunion de la chaire UNESCO sur la Formation des agents de développement local. Bordeaux, France, 18-19 octobre 2001.
- Les indicateurs du développement local dans les PALOP. Cap-Vert, 14-16 novembre 2001.
- Séminaire MOST sur la notion de transformations sociales et la méthodologie du Programme. Organisé par la Commission nationale des Pays-Bas. La Haye, 22-23 novembre 2001.
- Les ONG et la gouvernance en Amérique latine. Montevideo, Uruguay, 28-30 novembre 2001.
- Réunion intersectorielle/ISSC sur les conséquences socio-économiques des désastres naturels. Siège de l'UNESCO, décembre 2001.
- Atelier sur les infrastructures des données en Europe centrale et orientale, organisé par le GESIS/ZA (Allemagne) et MOST. Berlin, Allemagne, février 2002.
- Panel durant la Commission pour le développement social. New York, février 2002.
- Conférence intitulé « Défaire le développement, refaire le monde », co-organisé avec l'association « La ligne d'horizon » Siège de l'UNESCO, 28 février-3 mars 2002.

Programme d'intégration nationale (PIN) en Lettonie

Le PNUD en Lettonie s'est adressé à MOST afin d'obtenir une plus grande expertise pour l'aider à guider le gouvernement dans la conception et la mise en œuvre d'un Programme d'intégration nationale – nouvelle étape vers l'accession à l'Union européenne. MOST a préparé des documents de référence, organisé des ateliers, présenté des programmes tout au long de l'an 2000 devant le Président, le Gouvernement, les membres de la société civile et les membres du Conseil d'intégration nationale. Le PNUD a versé 70.000\$ au Programme MOST.

Le Conseil des Ministres de Lettonie a adopté le Programme le 6 février 2001, une initiative qui aborde l'un des points politiquement les plus sensibles et les plus controversés du pays. Quand la Lettonie a repris son indépendance en 1991, le pays a hérité d'une importante population d'immigrés de l'ère soviétique avec leur descendance. Beaucoup ne se sont pas encore intégrés dans le milieu culturel et linguistique letton. « L'intégration sociale est un défi particulièrement important pour la Lettonie, étant donné la complexité de son patrimoine historique, et les divisions ethniques et linguistiques de la société lettone », a affirmé Jan Sand Sorensen, représentant résident du PNUD.

« L'intégration sociale est un processus qui relève de la volonté individuelle et se situe à tous les niveaux de la société, dans les collectivités locales, sur le lieu de travail comme à l'école », a déclaré M. Sorensen. Mais en adoptant ce Programme, « le Cabinet letton a reconnu le besoin pour le gouvernement de diriger le pays en épousant une vision pour l'avenir d'une Lettonie qui offre à chacun des chances de participer et d'apporter sa contribution ».

Un autre élément majeur du travail de coopération entre le PNUD et le Secteur de l'éducation de l'UNESCO est le programme unique d'apprentissage du letton créé avec le gouvernement en 1995 et pour lequel un apport de 8 millions de dollars est actuellement octroyé par des bailleurs de fonds. Sans aucune connaissance de la langue, le tiers de la population lettone – 2,4 millions – qui ne parle pas le letton, la langue officielle du pays, et le quart des résidents en Lettonie qui n'ont pas la citoyenneté, ont peu de chance de participer à la vie économique et sociale et de devenir des citoyens à part entière. Au cours de ces quatre dernières années, près de 125 000 élèves, soit le quart de la population d'âge scolaire, ont perfectionné leur connaissance du letton. La capacité accrue du système d'éducation nationale à offrir cette formation signifie que différents groupes d'adultes vont aussi pouvoir en bénéficier.

Le Royaume-Uni a versé 72.000 dollars pour financer la phase suivante du programme – c'est le premier bailleur de fonds à le faire. Cette phase sera axée sur la formation linguistique des adultes : chômeurs de longue durée, personnes handicapées, personnel médical, responsables du maintien de l'ordre public et enseignants. La coopération UNESCO-PNUD a été assurée par G. Rouchet et T. Escotto-Quesada et nous les en remercions. Ce Programme d'intégration nationale a été mis en œuvre pour l'UNESCO conjointement par N. Auriat et P. Ratte (Bureau de la planification stratégique de l'UNESCO).

[NA & PR]

A paraître (2001-2002)

Globalisation impacts in Arab rural societies

Elhoumi, M. (ed.)
Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain (Tunis)

Governance and NGOs in the Arab world

Ben Néfissa, Sarah; Hanafi, Sari; Sanchez Milani, Carlos (eds.)
Centre d'études et de documentation économiques, juridiques et sociales (Le Caire)

Pouvoirs des femmes, relations de genre et environnements urbains précaires

Swiss National Commission for UNESCO,
Direction du Développement et de la Coopération Suisse et MOST
Hainard, François,
Verschuur, Christine

Prevention Through Monitoring of Ethnic Conflict, a Policy Overview

Tishkov, Valery

Renewal of Inner City Areas: Habitat II Symposium

MOST

Series The City Words

in co-edition with Maison des sciences de l'homme de Paris and UNESCO (MOST Programme):

- Les divisions de la ville,
Topalov, Christian (ed.)
- Les catégories de l'urbain,
Marin, Brigitte (ed.)

Social capital formation in poverty reduction.

Which role for the civil society and the State
MOST/CROP

Édition hors série des notes du PLA sur la participation des enfants

(A paraître, novembre 2001)

L'objectif principal des Notes du Participatory Learning and Action (PLA, Action et apprentissage participatifs) est de permettre aux utilisateurs de méthodologies participatives à travers le monde de partager leurs expériences de terrain, leurs réflexions conceptuelles et leurs innovations méthodologiques. Cette série s'attache à publier des comptes rendus ouverts, traiter des questions d'intérêt pratique et immédiat, promouvoir l'innovation et servir de «voix venant du terrain». Cette édition spéciale, basée sur les résultats de recherche du projet MOST «Grandir dans les villes», regroupe des exemples d'évaluations de projets participatifs avec des enfants et des jeunes en Afrique, en Asie et en Amérique latine. [NA]

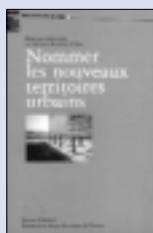
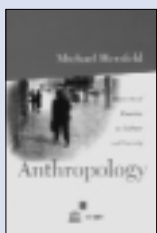
Titres sélectionnés (2000-2001)

Anthropology. Theoretical Practice in Culture and Society

Herzfeld, Michael
UNESCO-MOST, Blackwell Publishers, 2001

Nommer les nouveaux territoires urbains

Rivière d'Arc, Hélène (ed.)
Series The City Words
in co-edition with Maison des sciences de l'homme de Paris and UNESCO (MOST Programme):
UNESCO/Ed. de la Maison des sciences de l'homme, 2001



En Otra Historia

Jacquet, Hector Eduardo
Editorial Universitaria de Misiones /MOST, 2001

Modern Roots:

Studies of National Identity
Dieckhoff, A.; Gutierrez, N. (ed.)
Ashgate/UNESCO, 2001

L'Agent de développement local – Emergence et consolidation d'un profil professionnel

Najim, Annie; Vedelago, François
La Lauze/UNESCO, 2001



Développement social durable des villes. Principes et pratiques

Bailly, Antoine S., Lawrence, Roderick J., Brun, Philippe, Rey, Marie-Claire (ed.)
Éditions Economica, Paris, 2000

Labour Migration in Indonesia: Policies and Practices

Sukamdi; Haris A.; Brownlee P. (eds)
Population Studies Center Gadjah Mada University, Indonesia, 2000

The Social Sustainability of Cities. Diversity and the Management of Change

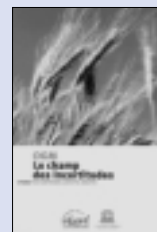
Polèse, Mario; Stren, Richard (eds)
University of Toronto Press, 2000

Thai migrant Workers in Southeast and East Asia

Chantavanich, Supang;
Germershausen, Andreas (eds)
Asian Research Center for Migration

Globalization and Sustainable Development

Solagrail/MOST Secretariat, 2000



OGM: Le Champ des Incertitudes
UNESCO Programmes
MOST/MAB/CIB, Solagrail, 2000

Social Science, Social Innovation and Social Change

(Chapter 14) dans "Social Innovation"
Auriat, N. Paris: OECD, juillet 2001

Le chapitre de cet ouvrage est le fruit d'un article que l'OCDE et l'ONU avaient demandé d'exposer à leur conférence intitulée « L'Innovation sociale », tenue à Tokyo en décembre 2000. L'article étudie la manière dont trois projets MOST contribuent à la transformation sociale et à la réforme des politiques sociales grâce aux travaux de recherche menés par des équipes internationales et interdisciplinaires. La conférence a rassemblé plus de 300 chercheurs du monde entier. Les documents présentés analysent le concept d'innovation sociale en termes de changement technologique, environnemental, social, comportemental et démocratique. L'ouvrage qui en résulte est disponible auprès de l'Office des publications de l'OCDE.

Pour avoir une vue d'ensemble complète des documents et publications MOST, visitez le site : <http://www.unesco.org/most/mostpubl.htm> ou consultez la rubrique 'Publications' du cédérom

Revue électronique MOST sur les sociétés multiculturelles

La Revue électronique MOST sur les sociétés multiculturelles est publiée sur Internet :
<http://www.unesco.org/most/jmshome.htm> .

Une sélection des meilleurs articles sera publiée en livre en 2002. Pour plus d'informations et pour soumettre vos articles, veuillez contacter Paul de Guchteneire, Directeur de la publication (p.deguchteneire@unesco.org).

- Les langues moins usitées et la législation en Europe Vol.3, No.1
Editorial de Matthias König et Fernand de Varennes
The Protection of Linguistic Minorities: A Historical Approach, d'Eduardo Javier Ruiz Vieyetz
Language Rights as an Integral Part of Human Rights, de Fernand de Varennes
La Charte Européenne des Langues Régionales ou Minoritaires: un instrument juridique au service du patrimoine linguistique européen, d'Elda Moreno
The European Union and Lesser Used Languages, Dónall Ó Riagáin
Language and power: the background to the debate on linguistic rights, Sue Wright
- La diversité religieuse dans la Fédération de Russie Vol. 2, No. 2
Introduction: les enjeux du pluralisme religieux en Russie post-soviétique, par Kathy Rousselet (rédactrice invitée)
Pluralisme religieux et identité nationale en Russie, par Alexandre Agadjanian
L'institution militaire face à la pluralité religieuse dans l'État russe, par Françoise Daucé
Le pluralisme religieux dans la Russie actuelle: la variante d'Omsk, par Vladimir Borisovitch Iachine
Note sur les relations entre religion et système éducatif en Russie, par Mikhaïl Sivertsev
- Gérer la diversité religieuse dans un contexte global – Poursuite du débat Vol. 2, No. 1
La résurgence des mouvements religieux dans les processus de mondialisation – Au-delà de la fin de l'Histoire ou du choc des civilisations, par S.N. Eisenstadt
Les systèmes mondiaux et la diversité religieuse dans le centre des villes – les immigrés dans l'East End à Londres, par Greg Smith
La diversité religieuse dans les prisons et les armées – droits des immigrés musulmans dans les institutions publiques norvégiennes, par Inger Furseth
- La gestion publique de la diversité religieuse Vol. 1, No. 2
La diversité du pluralisme religieux, par Françoise Champion (rédactrice invitée), également disponible en français
La gestion de la diversité religieuse en Angleterre et au Pays de Galles avec une référence particulière aux aumôneries dans les prisons, par James A. Beckford
La représentation religieuse dans une Chambre des lords révisée, par Grace Davie
Les sociologues qui gèrent la religion: formation de la théologie afro-brésilienne, par Roberto Motta, également disponible en français
Compte rendu de la littérature en sciences sociales 'Atlas of American Diversity' (Larry Hajime Shinagawa et Michael Jang) par Eve Mullen
- Exploration du pluralisme religieux Vol. 1, No. 1
Human Rights, Religious Conflict, and Globalisation. Ultimate Values in a New World Order, par James Spickard
Modes of Religious Pluralism under Conditions of Globalisation, par Ole Riis
Compte rendu: 'Religion in Prison: Equal Rites in a Multi-Faith Society' (James Beckford et Sophie Gilliat) par Paul Weller

A paraître

- La démocratie dans les sociétés multiculturelles – Perspectives théoriques sur la diversité culturelle dans les sociétés contemporaines
- L'islam en Europe
- Intégration de la Charte européenne des langues régionales et minoritaires
- Les communautés immigrées transnationales

Comité de rédaction

Matthias Koenig (Rédacteur)
Fernand de Varennes, Juan Diez Medrano, Saad Eddin Ibrahim,
Christine Inglis, John Rex, Sue Wright



Secrétariat de MOST
UNESCO, 1 rue Miollis, 75732 Paris Cedex 15,
France
e-mail: ssmost@unesco.org
<http://www.unesco.org/most>

Secrétaire exécutif
Directeur de la Lettre de MOST
ALI KAZANCIGIL

Rédacteur en chef de la Lettre de MOST
NADIA AURIAT

Assistantes de rédaction de la Lettre de MOST
JUN MOROHASHI
XIMENA CASTRO-SARDI

Secrétaire de la Lettre de MOST
TAMARA BLONDEL

Sociétés multiculturelles et multiethniques
NADIA AURIAT
PAUL DE GUCHTENEIRE
JUN MOROHASHI

Développement et gouvernance urbains
GENEVIEVE DOMENACH-CHICH
BRIGITTE COLIN
GERMAN SOLINIS

Mondialisation et gouvernance,
Prix MOST pour une thèse de doctorat
et Comités de liaison nationaux de MOST
CARLOS S. MILANI

Application de la recherche en sciences sociales
aux politiques
NADIA AURIAT

Réduction de la pauvreté, SHS
NADIA AURIAT
XIMENA CASTRO-SARDI

Clearing House/ Renforcement des capacités
PAUL DE GUCHTENEIRE
PETRA VAN VUCHT TIJSSSEN
HALWARD PLINKERT
JUN MOROHASHI
XIMENA CASTRO-SARDI

RIO+10, Développement durable,
Renforcement des capacités & Chaires MOST
CHRISTINA VON FURSTENBERG

Revue Internationale des Sciences Sociales
DAVID MAKINSON

Journal électronique MOST
sur les Sociétés multiculturelles
PAUL DE GUCHTENEIRE

Relations et contributions aux agences de l'ONU,
Développement social, Suivis de Copenhague+5
CECILIE GOLDEN

Demandes de documentation sur MOST
CATHERINE BAUER

Publications
GILLIAN WHITCOMB

Gestion graphique et technique
JOSEPH GÉBARA

Maquette et mise en page
CRÉAGRAPHIE, PARIS

Impression
ATELIERS DE L'UNESCO, PARIS

Photos
E. Bontemps, Bureau central des narcotiques (Inde),
DEL/UNESCO, G. Domenach-Chich, A. Lund et
Communauté de Pajala, J. Morohashi, R. Parua,
G. Solinis, WorldSpace Corporation

Publié en octobre 2001

Nouvelles initiatives

Relation entre les processus de décisions politiques et les résultats de la recherche en sciences sociales.

Modèle pour une étude internationale, par le Programme MOST en coopération avec la Faculté d'Education de l'Université de Harvard

On a coutume de dire que la communauté des chercheurs en sciences sociales est ancrée dans des principes et des postulats très différents de ceux qui prévalent dans les domaines des prises de décisions politiques et de l'élaboration des politiques. Une fois cela dit et reconnu, la question qui se pose est la suivante: Et après? Pour répondre en partie à cette interrogation, un modèle de recherche a été conçu pour une série d'études de cas internationales dont l'objectif est de recueillir des résultats qui aident à comprendre comment, d'une part, les différentes conditions sociales, culturelles, scientifiques, économiques et politiques d'un pays et, d'autre part, les caractéristiques de la recherche donnent une image du mode d'interaction entre la recherche et les politiques. Le but est d'arriver à des recommandations sur un processus de conception d'un projet pour mieux faire ressortir les résultats de la recherche aux yeux des décideurs. [NA]

Le ministère belge de la Recherche a accordé 10 millions de francs belges (216.000 \$ US) à ce projet MOST. Le ministère a lancé un appel à travers tout le pays pour avoir des propositions. Le domaine thématique qui intéresse le gouvernement belge concerne les demandeurs d'asile, les réfugiés et les migrations. Il cherche en particulier à mesurer le degré d'application des résultats de ces recherches dans la formulation des politiques et à déterminer les facteurs qui facilitent ou entravent l'utilisation d'une étude spécifique. La date limite pour les candidatures

a été fixée au 30 septembre. Les études de cas sélectionnées doivent être achevées avant le 31 décembre 2003. [NA]

Plus de 35 pays préparent des études de cas dont voici quelques-uns des thèmes:

- Jordanie :
Quelle attention prêtent les décideurs aux résultats de la recherche sur le vieillissement, le statut social et les besoins des personnes âgées en Jordanie?
- Brésil :
Etude de cas d'une évaluation d'un projet financé par l'UNICEF sur un programme communautaire de travailleurs de la santé à Ceara, dans le nord-est du Brésil: Quelqu'un a-t-il été à l'écoute des résultats de la recherche?
- Cameroun :
Recherche sur la pauvreté urbaine: impact et résultats?
- Chine :
La socialisation des services d'aide sociale: l'attention accordée par le gouvernement aux résultats de la recherche
- Philippines :
L'impact de la recherche en éducation sur la politique de l'éducation: une étude de cas sur l'éducation supérieure
- République tchèque :
L'utilisation de la recherche en sciences sociales dans l'évolution de la politique du logement en République tchèque
- Pays-Bas :
Le handicap social et le régime de sécurité sociale aux Pays-Bas: recherche menée, recherche entendue?
- Tanzanie :
Les facteurs qui améliorent l'utilisation de la



Sao Paulo, Brésil

© G. Solinis

recherche dans les études de cas sur les politiques sociales: le Wamachinga de Tanzanie: une étude de la ville de Dar es-Salaam.

Les facteurs qui influencent l'utilisation des résultats de la recherche: une étude de cas de l'analyse SWOT de la compagnie de provision d'eau Lumemo, région Morogoro, programme de provision d'eau.

- **Zambie:**
Le cas du Fonds d'étude du Plan de redressement social en Zambie.
- **Uruguay:**
Enquête sur l'utilisation des connaissances en sciences sociales par les responsables politiques: l'exemple des observatoires sociaux du gouvernement en tant qu'instruments institutionnels pour l'évaluation de l'action publique.

Les études de cas seront remaniées pour la publication commerciale sous forme d'un livre accompagné d'un cd-rom avec un modèle de conception d'un nouveau projet de sciences sociales qui maximise l'impact de la recherche. Pour obtenir la liste des pays participants, veuillez consulter:
<http://www.unesco.org/most/weiss.htm>

Groupe de Travail MOST (GT) sur la gouvernance, les sciences sociales et les politiques

Des chercheurs, des praticiens et le Secrétariat de MOST élaborent collectivement une pensée critique sur la relation entre les sciences sociales et les politiques publiques sous le double angle de l'analyse et de l'intervention sur la pratique sociale. Les travaux du GT ont permis d'engendrer une réflexion sur les questions suivantes:

- la recherche et la politique obéissent à des natures différentes sinon contradictoires, d'où l'intérêt épistémologique et théorique de l'analyse de ces interrelations. Avant d'atteindre un objectif final que certains formulent comme l'utilisation des résultats scientifiques dans la formulation des politiques publiques, il y aurait en amont, des phases de réflexion des interrelations entre recherche et politique. Les relations de pouvoir sont au cœur des rapports entre les chercheurs et les décideurs, qui tendraient à mettre en œuvre, voire imposer, un agenda politique à la science.
- les rapports entre la « science » et la « politique » peuvent être analysés par le GT à partir du rôle que la cartographie peut avoir dans la formulation de politiques publiques. La carte est un langage et un outil de communication sur une réalité sociale.

La compréhension de ce langage et la production de cet outil par tous les acteurs sociaux sont des enjeux pour la démocratisation des rapports entre les « scientifiques » et les « décideurs ». Le politique peut utiliser la carte pour justifier une décision déjà prise (se réservant, par exemple, la méthodologie en amont). Dans ce cas, un changement de discours aboutit à un changement de carte ; et un changement de carte aboutit à des changements dans l'espace politique. Les présupposés de la cartographie ainsi pratiquée ne sont pas scientifiques, mais plutôt politiques.

- l'action publique se retrouve dans un sérieux dilemme: il lui faut concilier la stabilité institutionnelle et la flexibilité de l'action. L'action publique doit se pencher non simplement sur la résolution d'un problème (et comment les sciences sociales peuvent aider à le comprendre) mais aussi sur l'identité et la légitimité de l'acteur publique.

Des projets mis en œuvre par les membres du GT feront l'objet d'un débat au premier semestre de 2002. Une publication des résultats de ces projets est en cours de préparation. [CM/GS]



« Le futur de la ville ; sourire à l'avenir »

© E. Bontemps

Grandir à Hanoi

Directement lié au premier Forum de jeunes du Viet Nam et exécuté en collaboration avec la Fédération de la jeunesse du Viet Nam, l'UNESCO et d'autres agences des Nations Unies, le projet « Grandir à Hanoi » est une initiative commune du programme MOST de l'UNESCO et des équipes interdisciplinaires de jeunes, des fonctionnaires municipaux, des défenseurs des enfants et des jeunes et des professionnels de la ville qui travaillent avec et pour les jeunes afin de créer des communautés plus propices à leur épanouissement.

L'objectif final du projet est d'habiliter (empower) des groupes de jeunes à participer activement et massivement au processus d'urbanisation en leur donnant les instruments (alphabétisation et formation professionnelle) et les moyens nécessaires (en appliquant les méthodes du projet « Grandir dans les villes, GUIC ») pour exprimer leurs perspectives sous-représentées et leurs défis en vue de leur réinsertion progressive dans la société « dominante ». Le projet sera mis en œuvre en collaboration avec la Fédération de la jeunesse du Viet Nam dans le cadre du « Plan d'action de la Fédération de la jeunesse du Viet Nam (2001-2002) pour le volontariat social en faveur des enfants et des jeunes nécessitant une protection spéciale ».

[NA & Rosa Maria Durand, UNESCO Hanoi]

Grandir dans les villes : Jordanie, Syrie et Irak

Les Etats arabes se heurtent aux mêmes difficultés avec les jeunes ; cependant, il y a très peu de coopération entre eux au niveau des problèmes communs à la jeunesse. Ce projet va aborder les problèmes communs sous forme d'ateliers sous-régionaux et nationaux sur le thème « Grandir dans les villes ». Les participants aux ateliers régionaux seront sélectionnés soigneusement pour mettre en route de nouveaux projets et ateliers nationaux communs dans le cadre du projet GUIC et relever les défis communs. MOST aidera non seulement à préparer et à mettre en œuvre le projet régional GUIC, mais il identifiera aussi des bailleurs de fonds pour les projets de suivi développés conjointement. Deux éléments caractérisent ce projet : l'intégration d'experts régionaux dès le début du projet et la coopération sous-régionale.

L'initiative jordanienne se fonde sur la riche tradition du projet GUIC visant à créer avec les enfants et les jeunes des villes où l'on vive mieux. Le projet « Créer avec les enfants et les jeunes des villes où l'on vive mieux » représente un effort global pour comprendre et répondre à toutes sortes de questions et contribuer à résoudre les problèmes qui touchent les enfants et les jeunes en milieu urbain. Il s'agit d'un processus de collaboration dans lequel interviennent des équipes interdisciplinaires composées de fonctionnaires municipaux, de professionnels de la ville et de défenseurs des enfants à travers le monde, qui travaillent avec les jeunes eux-mêmes à la création de communautés plus propices à leur épanouissement – et par conséquent, plus agréables à vivre pour nous tous. [NA & Robert Parua]

Grandir à Lille, France : capitale culturelle de l'Europe en 2004

Pour célébrer cet événement, Lille prépare un programme inédit sur la place des enfants et des jeunes dans la ville. S'inspirant des « Villes conviviales pour les enfants », les autorités municipales ont décidé de transformer certains quartiers de la ville en espaces verts récréatifs pour les enfants et les adolescents. Lille a donc fait appel à la méthodologie du projet de l'UNESCO « Grandir dans les villes » en demandant des conseils techniques sur l'application des conclusions de ce projet dans le cadre des travaux d'aménagement de la capitale culturelle française de 2004. Nous nous réjouissons de la tournure des événements, sachant que Lille est un centre urbain moderne, doté d'un excellent système de transports reliant la ville aux autres métropoles. Ce projet à long terme donnera l'assurance aux futures générations lilloises que « Grandir à Lille » est une expérience riche et fructueuse sur le plan culturel, matériel et social. Le travail basé sur les méthodes du GUIC sera réalisé avec des enfants de 3 à 6 ans, de 7 à 11 ans et des adolescents. Chaque groupe d'âge donnera son avis sur l'aménagement des aires de jeu en fonction de ses goûts. [NA]

Les enfants des villes parlent aux enfants :

Suite aux résultats de recherche en Afrique du Sud (1999-2001) du projet « Grandir dans les villes », le nouveau biennium se consacrera à l'élaboration

d'un projet annexe centré sur la conception de livres pour la jeunesse qui présentent une diversité de cadres de vie.

Plusieurs jeunes de différentes origines comme une jeune réfugiée éthiopienne du nom de Bethlehem de quatorze ans, d'autres enfants et jeunes de quartiers défavorisés vont écrire des textes sur leur qualité de vie. Ces récits seront présentés en format multimédia avec un texte écrit, des dessins, des photos, des poèmes et la description d'objets importants pour les jeunes auteurs qui interviendront aussi dans le travail de rédaction. L'édition sera trilingue, avec la version anglaise en noir, la version zouloue en vert et la version sotho en rouge ; les deux dernières pages donneront des indications aux jeunes lecteurs sur la finalité du GUIC, ses principes et ses méthodes et sur les droits de l'enfant.

[NA & Jill Swart-Kruger, Directeur du projet « Grandir dans les villes », Afrique du Sud, chercheur attaché à l'université, Unisa, Pretoria]

Travail intersectoriel, Aqaba, Jordanie

Comment peut-on espérer trouver une réponse satisfaisante aux questions complexes que sont le développement côtier durable, la disparition des réserves halieutiques, les problèmes urbains et les préoccupations sociales qui se posent aux jeunes et aux habitants des villes ? On pourrait apporter une réponse d'autant plus inventive et originale à ces questions que les approches traditionnelles et unidisciplinaires



Port d'Aqaba (Jordanie)

© R. Parua

ont peu progressé dans le passé. Cette nouvelle approche est en cours d'application sur la plate-forme pour les régions côtières et les petites îles (CSI) au titre du programme de l'UNESCO sur l'environnement et le développement. L'initiative lancée dans le golfe d'Aqaba, en Jordanie, représente un effort de collaboration entre la Station des sciences de la mer d'Aqaba, la Commission nationale jordanienne pour l'UNESCO, les Bureaux de l'UNESCO à Amman et Doha et MOST. Trois activités sont prévues au programme. La première concerne une étude de la communauté des pêcheurs jordaniens face au développement côtier et au déclin de la pêche. Elle sera suivie d'une réunion des parties concernées, d'une part pour obtenir leurs réactions sur les problèmes et la viabilité de la pêche industrielle et, d'autre part, pour envisager d'autres activités génératrices de revenu. Enfin, un atelier MOST est prévu dans le cadre du projet « Grandir dans les villes ». Le secteur d'Aqaba qui vient d'être déclaré « Zone économique spéciale » par le gouvernement, devrait avoir dans les vingt prochaines années un impact social, économique et environnemental sur la ville portuaire d'Aqaba. L'atelier MOST/GDV serait opportun pour identifier certains des problèmes urbains et des questions sociales en se focalisant plus particulièrement sur les besoins des jeunes.

[Dirk Troost, Environnement et développement dans les régions côtières et les petites îles (CSI), Robert Parua & NA]



« Un passage dans le temps » Malé (les Maldives)

© E. Bontemps

Film documentaire: **Les enfants de Thula Mntwana**
(en vente aux Publications de l'UNESCO)

Grandir dans les villes

Treize pour cent des logements en Afrique du Sud sont implantés dans des zones de peuplement marginales ou squattérisées et ce type d'habitat prolifère dans le monde en développement. Ici, Zukiswa, âgée de treize ans, explique comment sa famille en est venue par la force des choses à occuper illégalement un logement à Braamfontein, Johannesburg (Afrique du Sud).

Elle raconte comment, à travers le projet MOST de l'UNESCO « Grandir dans les villes », elle a appris avec les autres enfants du camp de squatters à cerner les problèmes liés à leur environnement et parle d'une invitation du maire de Johannesburg à exposer leurs points de vue et leurs problèmes aux pouvoirs publics.

Zukiswa décrit le transfert contraint et forcé, quelques mois plus tard, de toute la communauté de squatters de Braamfontein à Thula Mntwana, une zone de peuplement marginale à 44 km au sud de la ville, avec un fort taux de chômage. Malgré un gain d'espace, la plupart des difficultés que les enfants avaient connues en ville se sont renouvelées. Le terrain n'était pas non plus aménagé, les enfants ne pouvaient plus jouer dans les parcs de la ville et n'avaient plus aucun lieu où se retrouver près des leurs. Grâce au projet « Grandir dans les villes » et à l'aide financière de l'Ambassade des Pays-Bas et du Barnetimedonnet (Children's Broadcasting Fund), un centre a été créé, que les enfants ont baptisé « Ubhle Buyeza » (de bonnes choses sont sur le point d'arriver/la beauté arrive).

Zukiswa montre avec d'autres enfants que, malgré la lutte pour leur survie, les adultes comme les enfants font un effort pour conserver un semblant de dignité et de beauté dans leur existence.

Veillez contacter Nadia Auriat (n.auriat@unesco.org), Gillian Whitcomb (g.whitcomb@uneco.org) ou Jill Kruger (jmkrug@global.co.za) pour connaître les modalités d'achat du documentaire. [NA]

Tirer avantage des forces en présence : maximiser les résultats positifs de la participation des enfants et des jeunes

De nombreuses déclarations montrent les avantages que tirent les enfants et les jeunes de leur engagement dans le développement communautaire et l'amélioration de leur environnement local. Ces activités favorisent les capacités d'action et de prise de décisions démocratiques, améliorent les talents de communication et l'aptitude à comprendre de multiples perspectives, développent l'estime de soi et l'efficacité, suscitent un intérêt et une responsabilité vis-à-vis de l'environnement et conduisent à un sens plus positif de la communauté. Des études ont été faites dans le domaine du développement de l'enfant et de l'adolescent pour voir comment ces résultats sont obtenus très concrètement, mais ces connaissances n'ont pas été mises en pratique. Le livre du Programme MOST, « Building on strengths » fera la synthèse de ces travaux de recherche dans un langage accessible, donnera aux lecteurs des références fondamentales pour poursuivre cette étude et examinera les mesures permettant d'évaluer le changement. Il encouragera ainsi des pratiques et des évaluations plus critiques et documentées de la part du personnel des agences de développement, des ONG et des services publics qui cherchent à faciliter la création participative de communautés durables, conformément aux principes de la Convention sur les droits de l'enfant, Action 21, le Plan d'action et les réunions de suivi d'Habitat.

[NA & Louise Chawla]

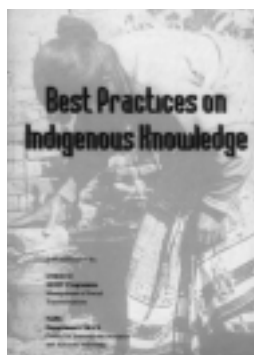
Deuxième phase des meilleures pratiques sur les savoirs autochtones

MOST et le Nuffic-CIRAN (Centre et Réseau consultatif pour la recherche internationale, Pays-Bas) ont convenu de mettre en œuvre la deuxième phase des

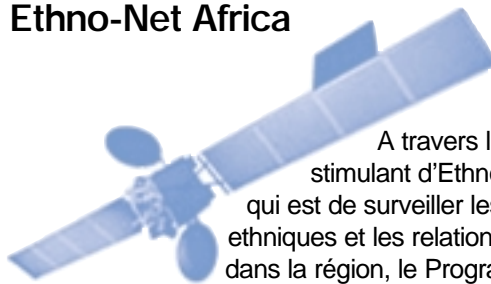
« Meilleures Pratiques sur les savoirs autochtones ».

Lancé en 1999, ce projet vise à rassembler et diffuser des projets de modèles qui appliquent le savoir-faire et la pratique dans différents domaines tels que l'agriculture, la santé et la gestion des ressources. L'intégration de ces savoirs ancrés dans une

communauté donnée est cruciale pour une meilleure acceptation sociale et pour la viabilité des entreprises de développement. Avant la fin de 2001, l'actuelle base de données (<http://www.unesco.org/most/bpindi.htm>) sera mise à jour avec 25 nouveaux cas. L'aspect socioculturel en sera renforcé pour mieux faire comprendre la nature holistique de ces savoirs et leur rôle et leur impact dans la société. [JM/PDG]



Offrir un accès à l'actualité des rapports ethniques : Ethno-Net Africa



A travers l'objectif stimulant d'Ethno-Net Africa qui est de surveiller les conflits ethniques et les relations ethniques dans la région, le Programme MOST

lance un projet technologique novateur en coopération avec le Secteur de la communication et de l'information de l'UNESCO. Basés sur un logiciel de sélection intelligente mis au point par le Laboratoire d'Informatique pour la mécanique et les sciences de l'ingénieur (LIMSI/CNRS), les agences de presse, les journaux en ligne et d'autres sources d'information sur Internet, comme les observatoires d'Amnesty International et de Human Rights Watch, sont scannés en permanence pour avoir des articles et des informations sur les conflits ethniques et les rapports ethniques. Les informations automatiquement sélectionnées et regroupées en plusieurs langues sont ensuite transmises par le satellite AfriStar de la WorldSpace Corporation sur une zone qui couvre l'ensemble du continent africain. Il suffit de disposer d'un récepteur de satellite numérique peu onéreux, relié à un ordinateur, pour avoir accès à ces données. C'est une méthode simple, économique et rapide pour communiquer les informations les plus récentes aux membres des réseaux MOST de la région, mais aussi à d'autres utilisateurs, tels les journalistes, les OIG et les ONG concernés par les conflits régionaux. (Photo © WorldSpace Corporation) [PDG/HP]

EVALUATION DE MOST (1994-2001)

Il s'agit d'une évaluation qui couvre la période 1994-2002 du développement du Programme MOST (l'année 2002 étant considérée comme une année de transition vers la mise en œuvre des recommandations des évaluateurs). Les termes de référence de cette évaluation ont fait l'objet d'un débat à la dernière session du Conseil intergouvernemental de MOST (février 2001). Ce dernier considère cet exercice comme très important, notamment pour la deuxième phase du Programme. Dans cette optique, l'équipe d'évaluateurs en cours de constitution pourra suggérer de nouvelles thématiques autour desquelles le Programme devrait définir une stratégie et une méthodologie d'action. [CM]



André Montagné, « Tropismes » (détail), huile sur toile, 80 x 80 cm © DEL/UNESCO

Série d'ateliers internationaux sur le thème « Repenser les sciences sociales »

Le Programme MOST est un partenaire important de cette série de 5 colloques internationaux lancés par l'OCDE avec plusieurs autres partenaires, dont l'Université des Nations Unies et la Commission européenne (D.G. XII).

Les ateliers ont pour titre :

- « Les sciences sociales à un tournant » (Paris, 1999) ;
- « Les sciences sociales pour un monde numérique : construire des infrastructures et des bases de données pour le futur » (Ottawa, octobre 1999) ;
- « Les sciences sociales pour le savoir et la prise de décisions » (Bruges, juin 2000) ;
- « Les sciences sociales et l'innovation » (Tokyo, décembre 2000) et
- « Les sciences sociales et l'interdisciplinarité » (Lisbonne, novembre 2001).

Les actes sont publiés par l'OCDE. Une « Déclaration sur le renforcement du rôle des sciences sociales dans la société » doit être adoptée à Lisbonne. Le Programme MOST jouera un rôle majeur dans le suivi de cette initiative de défense globale pour une plus large reconnaissance de la contribution des sciences sociales à la compréhension et au traitement des questions sociales, économiques, culturelles et institutionnelles dans les contextes mondial, régional et national. [AK]

Villes plurilingues

La Fondation culturelle européenne (FCE) et le Babylon (Centre for Studies of Multilingualism in the Multicultural Society) à l'Université de Tilburg (Pays-Bas) ont demandé au Programme MOST d'être partenaire de son projet

« Villes plurilingues » sur le statut des langues des minorités immigrées au foyer et à l'école. Ce projet répond précisément aux préoccupations exprimées par les organes directeurs de l'UNESCO sur la nécessité de centrer la réflexion sur la question des langues dans un monde en voie de globalisation.

Un questionnaire novateur destiné aux enfants et aux jeunes a été mis au point et testé dans cinq villes européennes pour évaluer les aspects suivants : le répertoire linguistique, la compétence linguistique, le choix d'une langue, la langue dominante et la préférence linguistique. La raison de cette recherche vient de ce que les modèles de variation linguistique à travers l'Europe occidentale et les autres continents ont évolué en fonction de processus de migration déterminés par des éléments socioéconomiques, politiques ou environnementaux. Par conséquent, les données recueillies de manière empirique sur l'usage de la langue vernaculaire peuvent jouer un rôle crucial dans le contexte de l'éducation. Ces données font non seulement prendre conscience du plurilinguisme dans les écoles multiculturelles, mais ce sont surtout des outils indispensables pour les politiques éducatives sur l'enseignement de la langue de la majorité nationale comme première ou seconde langue et l'enseignement des langues de groupes minoritaires.

Le rôle du Programme MOST sera de coéditer avec la FCE et l'Université de Tilburg la version finale du manuel pratique pour les municipalités qui souhaitent recueillir ces données dans leurs écoles. Un atelier pour expérimenter le manuel provisoire avec des représentants de villes qui ne participent pas encore à la recherche servira à tester sa validité. MOST invitera le Secteur de l'éducation à organiser des stages de formation autour du manuel pour les municipalités et les autorités éducatives intéressées. [NA]